la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 518 — Nouvelle série N° 217 **JUILLET-AOUT 1966 — Prix : 2 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	**11 F**
Un an	**20 F**

EXTERIEUR

Six mois	**13 F**
Un an	**24 F**

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la
REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCE
Les mardis, jeudis, samedis,
de 15 h à 18 h

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 518 - Juillet-Août 1966

ENTRE NOUS...

Les vacances d'été ne détournent pas notre attention ni notre inquiétude de la conjoncture internationale. Plusieurs articles de ce numéro y sont consacrés. Sur le plan intérieur nos maîtres mènent surtout une politique électoraliste et cherchent à masquer derrière un rideau de fumée les difficultés financières et sociales pour retrouver à l'Assemblée nationale une majorité susceptible d'approuver toutes les variations de la politique élyséenne. Quant à l'opposition, elle ne semble pas près de s'unir, tiraillée qu'elle est entre ceux qui ne veulent d'allié que du côté communiste, et ceux qui louchent vers le Centre, alors que seule l'addition de toutes les oppositions peut venir à bout du gaullisme.

Ici, c'est aux luttes sociales qu'il faut penser. Ce n'est pas le moment de s'endormir, mais de se préparer aux luttes peut-être dures qui s'annoncent à l'automne.

On pourra prendre connaissance de points de vue nouveaux et raisonnables sur cette horrible guerre au Vietnam, sur la révolte des « provos » néerlandais, autant que sur les réalités syndicales de l'heure.

Le trentenaire de Juin 36 devait être célébré par des sonneries de cloches différentes, et il est bon de recueillir les souvenirs de témoins de l'événement, pour pouvoir en tirer les conséquences. Après Maurice Lime nous donnons cette fois la parole à Le Bras et à Daniel Guérin.

Les lecteurs remarqueront avec plaisir, espérons-le, que figure dans ce numéro estival les signatures de Robert Louzon et de Roger Hagnauer. Notre étonnant vétéran ne recueillera certainement pas que des approbations. Hagnauer non plus. Mais c'est ça, la « R.P. ».

« La Révolution Prolétarienne » continue. Si nous en croyons certaines communications récentes, certains la croyaient disparue. Pour mieux montrer sa vitalité, que nos camarades n'oublient pas que la période de vacances est propice aux contacts, donc à la sollicitation et l'obtention d'abonnements nouveaux. Que nos chercheurs continuent à prendre pour cible le panneau des « possibles ». Donnez des adresses aux responsables de la marche matérielle. Pensez aussi à la diffusion de nos Editions Syndicalistes, comme à la trésorerie pour les brochures reçues.

Cela n'est pas tout : que ceux qui ont des éléments frais à apporter à nos chroniques fourbissent leur écritoire pour la rentrée.

Un internationaliste né : Helmut RUDIGER

« Heureux sont ceux qui sont morts pour la patrie », dit le poète. Nous, nous disons : Heureux sont ceux qui sont morts pour une idée. Tel fut le cas de Helmut Rüdiger.

Car Rüdiger est mort à la tâche. Quelle tâche précise il s'était assignée et qu'il remplissait au moment où la mort l'a surpris, il serait sans doute imprudent pour le moment de l'indiquer. Mais on peut la considérer comme le couronnement de ce qui, depuis sa première jeunesse, avait été pour Rüdiger la raison d'être de sa vie: assurer, non seulement en paroles mais dans les faits, la solidarité internationale des prolétariats en lutte pour leur émancipation.



Ce Saxon était un internationaliste né. Après avoir été amené à l'anarchisme par les écrits de Landauer, le révolutionnaire allemand qui joua un rôle de premier plan, tout de suite après la première guerre mondiale, dans cette éphémère République des Conseils de Bavière qui suscita chez nous tant d'espoirs, et s'être rebellé contre l'autorité d'un père, pourtant d'esprit libéral, mais qui avait le tort d'être un industriel, l'hitlérisme l'obligea bientôt à partir, partir pour l'Espagne où il milita durant la guerre civile, puis, éternel proscrit, il gagna la Suède dans l'intention de s'y embarquer pour l'Amérique du Sud, ce que la guerre l'empêcha de faire.

Après la chaude Espagne, la glaciale Suède ! La Suède qui n'en devint pas moins sa nouvelle « patrie », puisque c'est de ce pays qu'il continuera désormais à mener son infatigable besogne d'agent de liaison entre les divers mouvements syndicalistes révolutionnaires et anarchistes.

La Suède, l'un des rares pays où subsiste une organisation syndicale se réclamant des principes du syndicalisme révolutionnaire, était, par là, l'un des points du monde les mieux situés pour conduire une telle action, et Rüdiger, grâce essentiellement à la profondeur de ses convictions internationalistes, et subsidiairement du fait de sa connaissance de plusieurs langues étrangères, était l'homme le plus désigné pour cette œuvre.

S'il y a encore des contacts, s'il y a encore des relations, s'il existe encore une aide mutuelle tangible entre les divers mouvements syndicalistes révolutionnaires, c'est à Rüdiger qu'on le doit.

Il entretenait avec tous les militants du monde une correspondance considérable. Pas un jour sans plusieurs lettres ! Et chaque fois qu'il le fallait, chaque fois que, pour une raison quelconque, des lettres étaient insuffisantes ou dangereuses, il n'hésitait pas à laisser seule sa compagne — qui lui fut d'un admirable soutien tout au long de sa vie aventureuse — pour aller lui-même sur place faire... ce qu'il y avait à faire.

C'est au cours de l'un de ses déplacements qu'il est mort. C'est pourquoi l'on peut dire qu'il est mort à la tâche, dans l'accomplissement de sa tâche. La tâche ou'il s'était choisie, et que jusqu'au bout il a conduite à bien.

R. LOUZON.

MOURIR A MADRID

Rüdiger n'est plus... Comme notre maitre à penser Gustav Landauer, il est mort en pleine bataille, dans une bataille sans merci en faveur de l'Espagne libre...

Il a succombé, le 9 juin d'un collapsus au cœur. Et ce n'est qu'au bout de deux jours qu'on le découvrait dans sa chambre à l'hôtel Negresco. Ses obsèques ont eu lieu à Stockholm, le 22 juin.

Je l'ai connu après 1933 à Madrid au cours d'une visite d'amitié à un autre élève de Landauer — V. Orobon Fernandez — qui, comme Helmut, est mort à Madrid. Par la suite, nous nous sommes retrouvés en 1936 au Comité National de la C.N.T. menant le combat en plein centre madrilène. Puis partout où il fallait organiser la lutte, à Valence, en Catalogne, Rüdiger apportait aussi son précieux concours pour les tâches constructives de l'anarcho-syndicalisme et son œuvre économique dans les collectivités industrielles ou agricoles.

La guerre perdue, je le retrouve à ma sortie de prison dans la clandestinité, traversant toute l'Espagne martyre et préparant l'avenir avec un optimisme sans faille.

Puis contraint à l'exil, je retrouve notre cher « Rudi » qui nous apporte toute l'aide de nos camarades suédois de la S.A.C. pour la continuation de la lutte et pour l'unification de toutes les forces militantes de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

Je connais parfaitement la raison de son dernier voyage... Malgré la maladie, il s'est encore rendu à Madrid... parce qu'il avait promis de le faire. C'est tout.

Je m'excuse, amis lecteurs, car je suis triste... Je voudrais aussi mourir à Madrid. Non comme un pauvre exilé.

Moreno TOLEDO A.

LA PEUR DE JUIN 36

Je vais étonner beaucoup de lecteurs de la « R.P. » en prenant pour titre de cet article « La peur en Juin 36 ». Oui, il existait une peur parmi les grévistes, les dirigeants patronaux, les nouveaux responsables du gouvernement français.

Les responsables syndicaux voyaient arriver un raz de marée d'adhésions. Certains d'entre eux n'aiment pas ces adhésions massives, amenées par le flux d'une grève et que le reflux reprend aussitôt la grève terminée.

J'ai apprécié l'article de l'ami Maurice Lime, intitulé « Au grand soleil de juin 36 » dans le dernier numéro de la R.P. sur les grèves avec occupation des lieux de travail.

Une légende me tient à cœur comme à Lime, celle qui courait à l'époque : les grèves sont l'œuvre du parti communiste, de meneurs sans responsabilité qui manœuvraient dans les coulisses les foules de grévistes.

Ceux qui tenaient de tels propos, faisaient preuve d'une ignorance complète de la vie intérieure des usines, d'une méconnaissance totale des réactions des salariés. Pour comprendre un mouvement social de l'ampleur de Juin 36, il faut l'avoir vécu, non en spectateur, mais en acteur agissant, participer activement à cette vie d'occupation avec ses copains de travail.

En 1936, la classe ouvrière française dans son ensemble était réduite à la misère, misère partielle pour certains, par la réduction du pouvoir d'achat due à la diminution du temps de travail, misère totale pour l'armée des chômeurs.

Mais une misère morale complète pour tous, c'est une misère morale qui explique, pour moi, les grèves de juin 36 et les occupations d'usine ; pas de meneurs, pas d'agitateurs. Si on veut rechercher des fauteurs de troubles, ce ne sont pas les membres des syndicats ouvriers, mais le patronat lui-même par sa politique de baisse des salaires, d'exploitation à outrance. En réduisant les temps de travail aux pièces, le patronat voulait une armée de chômeurs pour faire pression sur les salaires des ouvriers encore employés partiellement dans les entreprises.

Le patronat a voulu l'exploitation à outrance pour faire des bénéfices : il a eu son juin 36. Il a fait la « chasse aux sorcières » en jetant hors des usines les militants syndicalistes, « levain à faire lever les revendications ».

Les syndicalistes étaient devenus des clandestins sur les lieux du travail.

Aux Compteurs à gaz, usine où se déroulent les « Belles Journées », une trentaine de syndiqués seulement sur environ 3.000 salariés. A la ferblanterie, où a démarré la grève, avant le congrès de fusion entre la C.G.T. et la C.G.T.U., on comptait deux cégétistes, quatre unitaires, et... six chrétiens. C'est au cours des conversations, d'échanges de livres, de journaux, qu'on arrivait à deviner qu'un tel devait être syndiqué.

Les syndicalistes qui militaient dans les entreprises n'attachaient pas leur carte confédérale au revers de leur veston.

La cause des mouvements grévistes de juin 36, c'est la peur de la misère, due à l'exploitation patronale ; elle n'est pas venue d'une mutation spontanée, mais d'une longue suite de circonstances.

Georges Lefranc intitule son livre : « Juin 36, l'explosion sociale ». Sans doute la plus grande originalité de l'ouvrage est là ! Il n'est pas fréquent que la parole soit donnée à ceux qui, mêlés à la masse qu'ils animent, font l'histoire autant parfois que ceux dont on connait les noms. et il donne la parole à ses anciens élèves-ouvriers du Centre Confédéral d'Education Ouvrière, qui ont vécu ces grèves.

Mais pourquoi une grève ?

Pourquoi des revendications un matin, alors que la veille tout paraissait normal ?

Quand on met sur le feu une marmite autocuiseur à pression, l'eau commence à tiédir, puis à bouillir, et s'il n'existe pas une soupape de sûreté, eh bien ! la marmite explose.

J'ai vécu, ce juin 36, dans l'atelier de la ferblanterie décrit par Maurice Lime, et j'ai cherché les raisons du déclenchement spontané de la grève.

Je reviens toujours à cette peur de la misère, les ouvriers ferblantiers ont toujours eu un esprit corporatif, un lien de solidarité entre eux, j'ai connu les derniers compagnons du « Tour de France », ils ont été les victimes de la production en grande série. Si, par exemple, un ouvrier professionnel exécute un travail en huit heures, pourquoi ne pas fractionner ce travail en opérations élémentaires et répétées par des ouvriers non qualifiés ? Et on arrive fatalement au travail à la chaine.

Les ouvriers de métier se sont trouvés éliminés du circuit de la production.

Au cours d'une délégation, notre patron, nous disait : « Le travail à la chaine a permis à des gens sans qualification professionnelle d'avoir un salaire supérieur à celui du manœuvre », ce qui est exact sur le plan général. Mais en réalité, ces ouvriers qui travaillaient à la chaine, étaient des ouvriers qualifiés dans leur profession d'origine, et c'est la crise économique qui les avait chassés de leur métier.

Un jour, le bruit court que la cadence de la chaine va changer par manque de commande, des postes de travail vont être supprimés. La peur s'empare des esprits : devenir chômeur, ce n'est pas possible, il y a la paye qu'on doit ramener à la maison pour nourrir les gosses. Pour ne pas devenir un chômeur complet, tout le monde accepte une diminution des heures de travail : 26 heures par semaine pour tous.

Au bout d'un certain temps la production est encore trop forte ; réduire encore les heures de travail n'est plus possible ; les contremaitres, les chefs d'équipe, passent aux postes des chaines et disent à peu près ceci : vendredi, la direction fera connaitre les noms des licenciés, et chacun, pendant cinq longs jours, réfléchit, pèse ses chances pour ne pas monter dans la charrette du chômage et rester sur cette maudite chaine. Le vendredi après-midi, tous les yeux convergent vers la porte du bureau de la maitrise. Un chef en sort. Vers qui se dirige-t-il ? Il s'arrête à un poste de travail avant le vôtre, il emmène son condamné, le reste de la chaine respire.

On entend alors des réflexions comme celles-ci : Pourquoi moi, qui ai deux gosses et une femme malade, je me trouve licencié, alors qu'on garde un ménage où deux salaires entrent à la maison ? Pourquoi garde-t-on une femme dont le mari travaille et jette-t-on à la rue une jeune femme avec un bébé ?

Un seul critère, la valeur professionnelle par la connaissance de plusieurs postes de travail.

Dans le courant de ce vendredi de malheur, car d'autres vendredis à charette auront lieu, la maitrise passe et informe les condamnés : Vous ne serez pas licenciés, mais employés dans d'autres ateliers de l'usine.

Le personnel de la chaine respire, mais les têtes

sont basses ; pas de sourire de satisfaction d'avoir échappé au chômage ; au contraire, des sanglots et des pleurs, les nerfs craquent.

La direction tient à sa main-d'œuvre demi-qualifiée. Elle prévoit que si un jour la production reprend, il faudra de nouveau former du personnel. Pour éviter cette formation, une solution : garder le personnel des chaînes de la ferblanterie et jeter à la rue ceux qui peuvent être facilement remplacés.

La peur du chômage va se répandre, du quatrième étage où se trouvent les chaînes au rez-de-chaussée, en une véritable avalanche.

Et d'étage en étage, des ouvriers de la chaîne poussent vers les portes de sortie des ouvriers comme eux, l'ouvrier qualifié prenant le poste de travail d'un semi-qualifié, ce dernier remplaçant un serveur sur une machine, le serveur quittant sa machine pour prendre l'emploi du manœuvre gros travaux, et le dernier, victime de cette avalanche, le manœuvre-balai, se dirigeant vers le bureau de chômage.

Des gens se sont étonnés de ces grèves spontanées, dirigées sur place par des militants ; ils n'ont jamais connu la peur des lendemains sans pain.

L'incertitude du lendemain ne touchait pas seulement les ouvriers, mais aussi les agents de maîtrise, les agents techniques qui avaient des appointements inférieurs à leur valeur professionnelle ; de jeunes ingénieurs sortant des écoles étaient exploités.

Si, dans beaucoup d'endroits, les ouvriers ne reprenaient pas le travail, ils avaient peur que les revendications arrachées au patronat ne soient pas appliquées.

L'exploitation patronale pendant des années devait amener une réaction sociale en chaîne et aboutir à Juin 36.

***

Après juin 36, l'horaire est passé de 26 ou 28 heures à 40 heures, et les gars, avec la semaine de 5 jours à 8 heures, avaient l'impression de faire des heures supplémentaires,

Pour fournir les commandes, les chaînes avaient été rallongées. Pendant près de deux ans, la productivité a tourné à plein et puis, avec les dangers de guerre, nouvel arrêt. On proposait de garder l'ancien personnel et jeter à la rue les embauchés d'après juin 36 : quarante-cinq, un rien. Unanimité des copains, on garde tout le monde et on réduit les heures. En février 39, impossible de tenir les cadences.

Discussions avec les directeurs de l'usine, après accord verbal, les deux tiers des licenciés sont embauchés dans d'autres entreprises de Montrouge. Une avalanche sociale.

Quand le gagne-pain est en jeu, ce n'est pas beau à voir, l'égoïsme coule à pleins bords. On l'a vu avec les deux exemples que j'ai donnés sur l'état d'esprit des camarades. Cette jeune femme avec son gosse, c'était pitoyable.

Quand nous parlons de juin 36 devant des jeunes, ils nous écoutent et ne comprennent pas que des gens ont vécu sans congés payés, sans sécurité sociale. La mentalité n'est plus la même parmi les ouvriers, et les cadres aussi, comme les jeunes ingénieurs, tout le monde veut jouir de la vie, tout de suite, ne pas attendre à demain — **la production peut couvrir nos besoins** — c'est la thèse des Provos de Hollande.

R. LE BRAS.

Au banc des accusés

A l'occasion du trentième anniversaire du Front Populaire, quelques-uns de ses fossoyeurs, encore en vie, se sont placés ,d'eux-mêmes, au banc des accusés. Le mensuel communiste *Démocratie Nouvelle* les avait conviés à un débat dont il a publié l'enregistrement (1). Débat, nous dit-on, « préparé en accord avec la direction du Parti socialiste ». Formule trompe-l'œil, puisque parmi ses participants, l'ancien directeur du cabinet de Léon Blum, André Blumel, et l'ex-radical Pierre Cot, ancien ministre de l'Air du gouvernement de Front Populaire, naviguent aujourd'hui dans les eaux communistes, tandis que l'ancien secrétaire général du gouvernement Blum, Jules Moch, est *persona grata* auprès du P.C. Mais qu'importe : il y a trente ans ces hommes ont assumé d'importantes responsabilités dans l'aile non communiste de la direction du Front Populaire ; en participant à ce débat, réformistes et communistes se sont donné la main pour tenter, rétrospectivement, de se disculper, pour se décerner un blanc-seing réciproque.

La discussion s'est ouverte par un chœur d'autosatisfaction. Ces messieurs font grief aux historiens du Front Populaire d'avoir donné une « impression d'échec ». Critique, d'ailleurs, non fondée, car les auteurs incriminés ont apprécié, je crois, à sa juste valeur l'immense succès remporté, en juin 1936, non par une coalition électorale, non par un gouvernement de cartel des gauches, mais par le soulèvement des masses.

Voulant, à tout prix, s'attribuer des mérites, Pierre Cot inscrit risiblement au bilan positif de l'expérience ses clubs d'aviation populaire, tandis que Jacques Chambaz, négligeant la coupable carence du Front Populaire vis-à-vis du peuple algérien, tire vanité du voyage gratuit offert tous les deux ans aux travailleurs algériens émigrés en France !

SUR LA DEFENSIVE

Mais, très vite, les participants se replient sur la défensive. Ils essaient de se laver de l'accusation d'avoir manqué une occasion révolutionnaire. La situation n'était pas révolutionnaire, clament, d'une même voix, Pierre Cot, Jules Moch, Jacques Duclos. Ce dernier loue Maurice Thorez d'avoir déclaré, « avec beaucoup de clairvoyance et de courage » (contre Marceau Pivert) : *Tout n'est pas possible.* Et il va jusqu'à tenter de justifier le « Front français » de juillet 1936, par lequel le P.C. aurait voulu « élargir » encore le Front Populaire vers la droite.

Pour excuser la carence du gouvernement de Front Populaire, André Blumel a la franchise d'évoquer des arguments fort peu reluisants. Tout d'abord l'anticommunisme. Le Parti socialiste avait peur du Parti communiste : « Il y avait des gens qui disaient : si nous entrons dans une période révolutionnaire, nous sommes beaucoup plus faibles que les communistes à Paris. Ils prendront le pouvoir, nous en serons éjectés. » Ensuite la peur, mais oui, de Hitler : « Hitler manifestait un désir de paix, mais ajoutait qu'il ne tolérerait pas de gouvernement communiste. Provoquer Hitler, c'eût été isoler la France. » Ainsi donc, c'est par égard pour le *Führer* que le Front Populaire n'a pas voulu franchir les cadres de la légalité bourgeoise !

Sur le légalisme infantile de Blum, le même André Blumel lâche une assez plaisante confidence : « Il a toujours pensé qu'il devait appliquer le programme du Front Populaire et lui seul ; il l'avait du reste sur son bureau et, de temps en temps, il disait : tiens ! est-ce que c'est dans le programme ou non ? »

LA GRANDE PANIQUE

Mais, au fur et à mesure que la discussion s'approfondit, les debaters laissent échapper des

arguments qui se retournent contre leur thèse. Nous apprenons — si besoin était — qu'en juin 1936 la bourgeoisie claquait des dents. Aux dires de Jules Moch, le patronat, tout comme le président de la République, « étaient absolument effrayés » et il ajoute : « Peut-être aurait-on pu obtenir plus dans l'accord Matignon, puisque tout ce qui a été demandé a été obtenu en quelques heures ». L'historien communiste Pierre Vilar admet à son tour : « La peur, au sein de la bourgeoisie, a été beaucoup plus forte qu'on a dit. Il y a eu une panique telle que toute une partie de la bourgeoisie était prête à accepter n'importe quoi par peur du développement du Front Populaire. » Et Blumel ajoute cette précision, suggestive quand on songe à la suite : « Pétain lui-même avait très peur ; il ne voulait pas se risquer à faire la moindre opposition au gouvernement. » Ainsi donc, en ces heures historiques, nous avions l'adversaire à notre merci. Comme nous le disions avec Marceau Pivert, *tout était possible* ; et les dirigeants du Front Populaire n'ont pas su tirer parti de cette circonstance unique.

Les causes et les conditions de la dislocation rapide du Front Populaire amènent les participants à faire, plus ou moins, leur *mea culpa*. Jacques Duclos admet que le gouvernement de Front Populaire ne tarda pas à se trouver en présence de forces politiques et sociales qui essayèrent de « tirer parti de tout temps d'arrêt ou d'indécision ». Et il dégage, malheureusement avec trente ans de retad, la leçon : « *Qui n'avance pas recule.* »

Renchérissant, François Billoux condamne sévèrement la « pause ». « Il ne fut pas tenu compte suffisamment des agissements de la réaction. » « Qu'à ce moment-là il fut permis à l'ensemble des forces capitalistes de reprendre du poil de la bête est la chose la plus grave. » « Nous avions conquis le terrain. Il fallait exploiter le terrain. Or... cela a été peu à peu le recul. » La Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert, à l'époque vitupérée par le P.C., aujourd'hui encore traitée avec dédain, a-t-elle jamais dit autre chose ?

LA CHUTE AU SENAT

Le débat porte alors sur la chute de Léon Blum devant le Sénat. Pierre Cot concède que, du point de vue juridique, le gouvernement aurait pu rester au pouvoir. Mais, à son avis, il eût été difficile de heurter « une grande partie de l'opinion publique » qui s'était détachée peu à peu du Front Populaire. Quelle opinion publique ? Plus loin il précise qu'il s'agissait, en réalité, de l'opinion *bourgeoise* et *petite bourgeoise* ; et il reconnaît que seule une petite minorité de la classe ouvrière (l'aristocratie ouvrière) était, plus ou moins, disposée à accepter la « pause ». Par conséquent (c'est moi qui déduis) les forces essentielles du prolétariat n'avaient nullement désarmé et, au printemps de 1937, il eût été possible de s'appuyer sur elles contre la réaction sénatoriale. Pierre Cot convient lui-même qu'« on aurait pu le faire si l'on avait accepté de se placer dans une perspective révolutionnaire », de « recourir à des moyens révolutionnaires ». Tantôt il rejette l'emploi de ces moyens, tantôt il avoue : « Je pense que nous aurions pu avoir plus d'audace. » François Billoux (blâmant implicitement la ligne suivie alors par son parti) se hasarde à entrouvrir la porte à une politique plus combattive : « Est-ce qu'il aurait été possible, le Front Populaire, ayant réalisé son programme, que nous allions vers une démocratie sans cesse plus évoluée et que *même* (*sic*) les problèmes du socialisme puissent se poser ? Cela, je ne l'exclus pas. » Mais, tout comme Pierre Cot, il s'excuse et se couvre en ajoutant qu'il s'agit là d'une opinion « purement subjective ».

LE PROBLEME DE L'ETAT

Enfin les debaters, élevant le colloque à un niveau plus théorique, osent aborder le problème des problèmes, celui de « l'essence de l'Etat ». Pierre Vilar évoque des questions qu'il s'est, dit-il, toujours posées (et que, peut-être, les censeurs révolutionnaires du Front Populaire l'ont aidé à se poser) : « Est-ce que le gouvernement, c'est exactement l'Etat ? » Le gouvernement de Front Populaire, répond-il, ne faisait qu'occuper le pouvoir. Il n'en détenait pas la réalité. Il était le prisonnier de tout le système d'une caste dirigeante qui tenait tous les postes économiques et administratifs fondamentaux.

Et c'est alors que Pierre Cot prononce un témoignage d'autant plus accablant qu'il émane d'un ancien ministre du gouvernement de Front Populaire : « En réalité, en 1936, nous avons pris le pouvoir, mais nous n'avons pas pris l'Etat. » « Il eût fallu briser l'Etat. » « Il était impossible, avec la machinerie politique et administrative dont nous dispositions et qui n'avaient pas été brisée, d'aller beaucoup plus loin. » « Sans l'appui complet des masses populaires, sans l'élan et le dynamisme révolutionnaires », l'on ne pouvait « transformer suffisamment les structures politico-administratives de l'Etat. » Et André Blumel, collaborateur immédiat de Blum, condense : « Lorsque le souffle populaire est puissant, les administrations s'inclinent. »

En juin 1936, vous l'aviez, messieurs, cet « appui complet » des masses populaires. En vous servant de ce « souffle puissant », vous pouviez balayer tous les obstacles. C'est ce que Marceau Pivert, dans un fameux article, vous adjurait de comprendre. Nous n'avions pas tort de soutenir que vous avez manqué le coche de l'Histoire. Vos confidences *a posteriori* confirment que vous avez bien été les fossoyeurs du Front Populaire.

Daniel GUERIN.

6 juin 1966.

Mitterrand et la question syndicale

Mardi, 28 juin dernier, François Mitterrand fit, devant les membres de l'Atelier Républicain, comme la presse l'a relaté, un exposé sur la tactique électorale qu'il préconisait. Les invités ayant droit à poser des questions par écrit, un de nos camarades demanda au conférencier quelle était sa position à l'égard des syndicats et comment il voyait l'articulation des intérêts ouvriers par rapport aux impératifs du Plan préconisé par nos technocrates.

François Mitterrand se contenta de constater que sur la question de l'intégration les syndicalistes n'étaient pas d'accord entre eux et que beaucoup craignaient de perdre leur rôle de contestation s'ils participaient trop à la gestion ; or il serait étonnant que le candidat à la présidence de la République n'ait pas son idée personnelle sur la question. Nous aurions aimé qu'il rejoigne nettement Guy Mollet qui dernièrement déclara que, quel que soit le régime, les syndicats ouvriers devaient restes indépendants et non devenir des courroies de transmission de la technocratie de l'Etat.

Sur la question du Sénat économique, Mitterrand se déclare partisan d'une réforme, mais non de celle du pouvoir actuel qui ne vise qu'à abattre un bastion de l'opposition.

Il est intéressant, pour le syndicalisme français, de suivre l'évolution de la F.G.S.D. et de son président de près, car le climat politique, comme l'ont démontré les événements de 1936, joue un grand rôle pour les batailles ouvrières.

M. L.

... Je ne voudrais pas que lorsque nous parlons aux chrétiens on nous taxe d'anti-laïcité, alors que lorsque les communistes parlent avec eux, ils font de l'humanisme.

François MITTERRAND
(Discours à la Convention Républicaine du 23 juin.)

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

UNE HISTOIRE DE C.

Qu'un tribunal exerçant un des pouvoirs de l'Etat ait la prétention d'annuler une décision d'un congrès syndical prise à une majorité autrement imposante que celle qui a désigné le président de la République, voilà qui pourrait étonner quiconque s'en tiendrait aux premières leçons d'instruction civique. Il y aurait même de quoi s'émouvoir si l'on ne possédait la tranquillité du militant qui sait qu'en cette matière ce ne sont pas les arrêts des cours ou des parlements qui font « le droit ». Le fait social impose le droit. Les syndicats existaient avant la loi de 1884. Les ouvriers faisaient grève avant qu'ils ne soient autorisés à la faire. Les vacances payées n'étaient pas dans le programme du Rassemblement populaire et si, quelques semaines plus tard, elles étaient dans la loi, c'est qu'entre-temps il s'était produit des événements qu'aucun texte n'autorisait.

Donc, la cour d'appel de Paris, infirmant un jugement de première instance, prétend annuler la modification des statuts et du sigle de la centrale ouvrière chrétienne, modification adoptée à une majorité de 70 % au congrès extraordinaire de 1964, après une longue préparation démocratique dans les syndicats. On a déjà tout dit sur les curieux attendus qui tentent de justifier cette sentence. Ce n'est pas cela qui est tellement important : cela passera vite.

Une première remarque s'impose déjà : si, d'une façon dérisoire, un tribunal bourgeois a été appelé à juger d'une décision d'un congrès ouvrier, c'est à l'initiative de prétendus syndicalistes qui, écrasés régulièrement dans leur propre organisation, ont demandé aux instances de l'Etat, à son pouvoir judiciaire, une revanche qui les accable encore. Elle les accable en tout cas pour un syndicaliste ouvrier, quelle que soit sa tendance ; elle suffit à les rejeter, s'il en était encore besoin, en dehors du mouvement syndical ouvrier.

Une deuxième remarque, c'est que voilà une grâce de plus faite à « la C.F.T.C. maintenue ». La reconnaissance de « la représentativité », les belles et bonnes subventions de l'Etat ne suffisaient pas sans doute. Sans compter les amabilités qui venaient parfois, d'une façon incompréhensible, du côté de certaines directions syndicales plus sévères pour la centrale « démocratique » que pour la centrale « chrétienne ».

Il est intéressant de noter les premières réactions des organes dirigeants de la C.F.D.T. Si, comme on le dit, ils acceptaient formellement la sentence, leur attitude ne manquerait pas d'habileté : tout revient donc en l'état, à ce qui existait en droit avant le congrès de 1964, considéré comme nul. Alors, il n'y a plus de C.F.D.T., mais non plus de « C.F.T.C. maintenue ». C'est l'autre qui est maintenue. Alors, adieu les transfuges, la représentativité, adieu les subventions et les grâces spéciales du pouvoir établi... et celles des autres. Ce n'est pas tellement ce qu'ils auraient voulu !

Personne ne pense que l'affaire est terminée là-dessus. Nous en reparlerons encore. Mais je découvre avec frayeur que j'ai déjà failli à la promesse que j'avais faite ici même de cesser toute défense de la C.F.D.T. qui se destinerait elle-même à « l'intégration dans l'Etat ». Je vais en finir tout de suite, mais je voudrais bien qu'on me dise pourquoi cette centrale serait-elle, **plus que les autres**, par son comportement général, par ses textes ou déclarations, particulièrement vouée à « l'intégration ». Je suis étonné qu'on ne dise pas davantage qu'il y a une centrale qui, doctrinalement et pratiquement, au moins pour la grande majorité de ses chefs, est pour l'intégration du syndicalisme à l'Etat, et que cette centrale est la C.G.T. J'accepte toute discussion qu'on voudra sur ce point-là.

Dire que j'avais juré de ne plus écrire un mot sur la C.F.D.T. ! Il est vrai que je disserte seulement sur une letttre.

APRES LA GREVE DES MARINS BRITANNIQUES

Nous souhaitons obtenir des informations plus directes sur cette grande grève des marins qui vient de secouer l'Angleterre et dont les objectifs nous ont été précisés, dans notre dernier numéro, par l'ami Péra. Ils nous intéressaient d'autant plus qu'ils portaient sur **le temps de travail**. Pour nous, en effet, la réduction du temps de travail est une revendication permanente de tout syndicalisme ouvrier et elle s'impose plus que jamais dans les conditions actuelles du travail social.

Cette grève était d'autant plus significative qu'elle avait lieu dans un pays où les syndicats ont des liens organiques avec le parti au pouvoir. Elle suffirait à montrer à certains apôtres d'un certain « travaillisme » que des textes et des formes instituant « l'intégration » du syndicalisme ne permettraient pas de se débarrasser de la lutte de classe.

Faisons aujourd'hui quelques observations sur la fin de cette grève, sur la façon dont « on a su la terminer ». Elle a pris fin sur un compromis. Ce n'est pas cela qui doit susciter notre réprobation. Le compromis n'est certes pas une loi, mais il est souvent une règle dans une lutte qui n'est jamais finie que provisoirement. Il faut quand même constater que, dans le comité directeur du syndicat des marins, une forte minorité s'est prononcée contre la reprise. Il faut surtout constater que cette décision a provoqué « des mouvements divers » dans plusieurs ports et que des cris de « traîtres » et de « judas » ont retenti à l'adresse de certains dirigeants syndicaux.

Ici, nous ne faisons pas de gréviculture. Mais il nous faut bien enregistrer que la fin de plusieurs grands mouvements européens de grève a provoqué les mêmes réactions de colère. Rappelons-nous seulement les incidents qui ont marqué, en France, la fin de la grève des mineurs de 1963. Pourquoi ne chercherions-nous pas à nous expliquer ces conclusions douteuses de combats qui n'étaient pas douteux dans leurs buts et dans leur unanimité ? Peut-être en trouverions-nous les raisons dans l'absence de démocratie syndicale

réelle, dans le centralisme considéré comme pratique normale, dans une séparation toujours plus grande entre les « spécialistes » des bureaux syndicaux et la masse des combattants ouvriers, non moins « responsables » quoi qu'en pensent les premiers ?

L'ESCALADE DE LA HONTE

C'est le temps des généraux. On en met partout. Chaque jour nous en apporte, dans quelque pays, un ou deux nouveaux, convenablement casquettés et chamarrés. Au Vietnam du Sud, c'est un général Ky qui est chargé par ses protecteurs américains de représenter la liberté et la démocratie. Dérision.

L'Etat le plus puissant du monde, économiquement et militairement, est actuellement gouverné par les généraux. M. Johnson exécute leur plan. Au Vietnam, « l'escalade » se poursuit avec sa logique interne. La logique des généraux, précisément. On sait, on voit où cela conduit. Le peuple vietnamien, les travailleurs vietnamiens qui sont aussi nos camarades et nos frères, vivent, depuis un quart de siècle, dans la guerre et sous la terreur. Ce sont eux, et eux seuls, qui appartiennent à une stratégie ouvrière internationale. La Confédération Internationale des Syndicats Libres exprime-t-elle quelque part cette stratégie de solidarité ? On ne l'entend pas ; elle se tait. Dérision.

Un parti de la paix existe aux Etats-Unis. On l'entend. Au moins autant qu'on entendait en France le parti de la paix pendant la guerre d'Algérie. Les syndicats américains prennent-ils ouvertement leur place dans ce parti de la paix ? Dans le meilleur des cas, ils se taisent. Entre la solidarité avec les travailleurs du monde et la solidarité avec leur gouvernement, c'est la seconde qu'ils choisissent, suivant en cela d'ailleurs de tristes exemples européens. Dérision.

Dans cette revue dont les fondateurs, à un moment historique, firent le choix contraire, poussons au moins ce cri de solidarité. Nous n'avons rien d'autre à faire que d'agir si faiblement que ce soit pour renforcer, sur le plan international, le parti de la paix américain. Ces lignes — ces pauvres lignes, j'en conviens — sont écrites le 4 juillet. Ce jour-là, les Américains de Paris qui sont du parti de la paix manifesteront en silence devant l'ambassade des Etats-Unis. Plusieurs organisations pacifistes françaises ont appelé à manifester avec eux. Aucune organisation syndicale n'y figure en titre, mais de nombreux syndiqués seront parmi les manifestants silencieux. Je serai avec eux.

« Dérision encore », me soufflent certains. « Cela ne servira qu'à soulager ta conscience. » Je répondrai à ceux-là : « Dans ce monde des généraux, n'avez-vous jamais besoin de libérer votre conscience ? »

Raymond GUILLORÉ.

Un récit des événements d'Amsterdam

Les événements qui viennent de se produire à Amsterdam sont la conséquence de causes différentes.

Il y a d'abord le problème de la police et de la justice, lesquelles tolèrent peu la liberté de manifestations publiques, par la volonté surtout du maire G. van Hall. Ce problème est devenu plus critique à cause des « happenings » du mouvement semi-anarchiste semi-beatnik des « provo » (du mot provocateur). Et il faut reconnaître que beaucoup de gens paisibles, qui n'ont rien de commun avec les « provo », supportent mal les entraves à toute liberté de manifestation publique.

Dans cette atmosphère se produisit le mouvement des ouvriers du bâtiment, mouvement dirigé contre les syndicats par des ouvriers non-organisés qui s'insurgent contre le fait que les trois grandes organisations syndicales très conformistes — qui reçoivent 2 % sur les salaires comme indemnité de vacances — ne versent cette somme (à peu près 20 nouveaux francs) qu'à leurs adhérents.

Cette situation est exploitée par le comité de lutte des ouvriers du bâtiment, en grande partie communiste. Il a commencé les manifestations à la Maison du Syndicat, et le 13 juin au soir, dans la rue. Là, les policiers ont assez brutalement essayé de disperser ceux qui s'étaient assis à terre. Un ouvrier est mort sur le pavé, les ouvriers le déclarant avoir été battu par la police, la police déclarant que le pavé avait été jeté sur lui par ses camarades pendant les bagarres. L'autopsie a prouvé une faiblesse cardiaque.

Le lendemain matin se tint un meeting au centre d'Amsterdam. Le très réactionnaire journal *De Telegraaf*, ayant publié la version de la police, un millier d'ouvriers ont mis le feu aux voitures et se sont attaqué au siège du journal. Pendant plus d'une heure la police n'osa se montrer. Mais plus tard, vers 12 h 30, elle s'en prit aux manifestants sur le boulevard principal où sont mêlés à cette heure beaucoup de gens : certes des ouvriers du bâtiment, mais aussi des blousons noirs.

A 15 heures, nouvelle réunion sur cette place (Josef Daniël Meyer plein). Meeting très calme. Le comité annonce la reprise du travail pour le lendemain. Les ouvriers s'éloignent en direction opposée de la place centrale (Dam) où les bagarres continuent. Elles se poursuivent en fin de soirée. Le lendemain soir, le calme n'est encore pas complètement revenu. Mais la lutte entre la police et les blousons noirs et les *spectateurs* n'a aucune importance sociale ou politique.

Les *provos* ont joué un rôle purement *passif* le 14 juin. Or, leur théorie est que les blousons noirs constituent une *classe « révolutionnaire » potentielle* (en langue néerlandaise, blouson noir : Norems). Le mouvement provo est mené par des jeunes (beaucoup d'étudiants) aux idées très positives : liberté de manifester, bicyclettes gratuites, suppression de la circulation dans le centre d'Amsterdam. Ils ont pour méthode l'humour et « l'absurdisme » et obtiennent des résultats.

Quant aux communistes, ils avaient organisé la lutte contre les 2 %. Mais ils veulent une politique d'unité avec les ouvriers socialistes, tenant pour coupable le *patronat* (manifeste publié avant le 13 juin). Ils espèrent obtenir un *Wethouder* (membre du conseil exécutif au conseil municipal) et n'ont pas poussé aux développements qui se sont produits contre *le Telegraaf* et autour de la Dam.

Rudolf DE JONG.

A qui prétend le conduire, le peuple a le droit de demander où on le mène ; il ne lui est arrivé que trop souvent déjà de s'agiter pour des mots, de combattre dans les ténèbres, de s'épuiser en dévouements dérisoires, et d'inonder de son sang, répandu au hasard, la route des ambitieux, tribuns de la veille, que le lendemain saluait oppresseurs !

Louis BLANC
« L'Organisation du travail » (1847).

Révolte des inorganisés et « Provo-tariat »

La presse a surtout parlé des exploits des « Provos » qui, à Amsterdam, cassèrent les vitrines et se bagarrèrent avec les flics. Les chevelus, avaient pour un soir troqué leur guitare contre des barres de fer, bombes lacrymogènes et autres instruments pacifiques ; il faut admettre qu'ils étaient un sujet à copie plus pittoresque que les ouvriers inorganisés qui, eux avaient manifesté contre les décisions d'une bureaucratie syndicale intégrée parce que d'office elle leur faisait retenir 2 % sur leur prime de vacances pour frais administratifs...

Voyons d'abord ce qui en est des « provos », fils à papa qui trouvent les études et leurs examens trop durs, et élèvent leur envie de faire l'école buissonière à la hauteur d'une éthique. Dans la mesure où il s'agit de refuser les guerres bourgeoises et technocratiques, de refuser l'aveugle course au rendement d'une civilisation qui fait crever le prolétariat à l'usine pour produire des objets inutiles voire nuisibles, de la voiture de luxe à la bombe atomique, on ne peut être que d'accord avec la révolte de ces « philosophes » qui avaient subitement oublié qu'ils se voulaient non-violents. Il est vrai que les blousons noirs, prolos qui rechignent devant l'esclavage de l'usine (et on les comprend, eux aussi !) jouèrent le rôle d'entraîneurs.

Mais quand ces jeunes gens se donnant pompeusement le nom de « Provotariat, nouvelle classe révolutionnaire », alors il y a de quoi rigoler doucement. En sortant du cycle de la production ils se donnent volontairement le rôle, non de révolutionnaires, mais de parasites, car, dans nos sociétés modernes, qui consomme sans produire en équivalence vit forcément aux crochets de ceux qui produisent. Ils sont, blousons noirs et philosophes barbus et crasseux, ni plus ni moins qu'une nouvelle variété du « Lumpenproletariat) qui tôt ou tard risquent de jouer le rôle de spadassins au service de la technocratie contre le prolétariat. Ce n'est pas de cette Cour des Miracles que viendra le salut.

Pour cette fois-ci la bourgeoisie arriérée des Pays-Bas s'est contentée d'opposer, à leur violence inattendue, la violence de ses flics officiels et de ses auxiliaires de police : putains et souteneurs.

Violence inattendue, en effet. Qui pouvait prévoir que pour un ouvrier mort (infarctus ou coup de matraque ?), ces jeunes messieurs, qui considèrent que ceux qui travaillent sont des pauvres cons, allaient tout casser ? Cela serait d'ailleurs fort sympathique si l'on n'avait pas l'impression qu'il s'agissait là plutôt d'un prétexte pour se faire remarquer que d'une défense du prolétariat. Aussi, on comprend que les ouvriers aient tenu à se désolidariser de leurs actes gratuits de vandalisme.

Pour les « inorganisés », qui avaient pourtant réussi une grandiose manifestation, il s'agissait surtout de marquer leur désapprobation à l'égard des syndicats trop intégrés.

Nos technocrates feront bien de méditer sur ce phénomène ; il est plus important que les « élucubrations » commerciales d'Antoine. Cela prouve une fois de plus que si nos échappés de l'E.N.A. veulent par trop autoritairement mettre la main sur les syndicats ouvriers, non seulement lesdits syndicats perdront leur influence, mais, encore, les ouvriers se retourneront contre eux.

Finies, messieurs, les méthodes de grand-papa capitaliste. Il faudra mettre dans nos petites têtes encombrées de forts en thème, qu'un prolétariat devenu adulte est un interlocuteur valable, qu'il faut lui laisser la possibilité de s'organiser librement, sinon il le fera clandestinement, et qu'il faudra bien lui faire aussi sa place dans cette société ; sinon les pires catastrophes pourront en résulter.

Achille Richter, dans son étude sur le droit de propriété capitaliste (Atelier Républicain), écrit : « En dépit des injonctions des religions et des morales, l'homme — surtout quand il a la chance d'être propriétaire — succombe facilement à la tentation d'abuser de sa puissance pour réaliser des profits excessifs et c'est ainsi que, en conséquence de trop nombreux abus, s'est développée la notion d'abus de droit. »

Or cette notion « d'abus de droit » qui amena la limitation du droit de propriété, lois antitrusts, expropriations, etc., doit également être appliquée à nos technocrates de droit divin qui pillent la production avec leurs salaires abusifs. Tout est lié, si l'on accepte une évolution vers les salaires uniques, rien ne s'oppose à une large liberté syndicale et à une participation prolétarienne à la gestion de la société.

Sinon tout restera hypocrisie, pourriture, bataille dans l'ombre.

Dans l'intérêt de l'humanité tout entière, puisse la technocratie compter suffisamment de têtes lucides pour comprendre cela.

Maurice LIME.

Cadres et encadrés

Nous donnons ci-dessous, d'après Pékin-Information *du 8 mai 66, la traduction du passage d'un éditorial du périodique chinois* Remnin Ribao *qui traite d'un problème fondamental concernant l'édification du socialisme. (Les passages soulignés l'ont été par nous) :*

Dans l'ancienne société, les rapports d'homme à homme dans la production et le travail étaient des rapports de dirigeants à dirigé. Dans une société socialiste, le passage de la propriété privée des moyens de production à la propriété publique transforme radicalement les rapports de dirigeants à dirigés en des rapports d'égalité, d'entraide et de coopération entre travailleurs ordinaires. *Mais ces nouveaux rapports ne peuvent pas s'établir spontanément avec la transformation de la propriété.* Les vieux systèmes d'administration légués par la bourgeoisie, les gabarits établis et les formules imitées de l'étranger, l'influence des idées bourgeoises et féodales et la force de l'habitude mettent obstacle à la formation d'un nouveau type de rapports entre les hommes sous le régime socialiste.

Dans une société socialiste, ce nouveau type de rapports entre hommes s'exprime de façon concentrée dans les rapports entre les cadres et les masses. Les cadres à tous les échelons du Parti communiste et de l'Etat ne sont pas au-dessus du peuple mais à son service. Entre les cadres du Parti et de l'Etat et les masses, il n'existe que la distinction nécessitée par la division du travail, mais pas de distinction de haut en bas, de supérieur à inférieur. Les cadres doivent aller parmi les masses comme de simples travailleurs *et ne doivent jouir d'aucun privilège.* Pour appliquer complètement ce principe, il est nécessaire de donner la priorité à la politique prolétarienne, d'appliquer rigoureusement les principes socialistes et de résoudre cette question idéologiquement et par des systèmes et des règlements, de façon que les rapports d'homme à homme dans la production et le travail légués par l'ancienne société soient complètement modifiés. Sinon, il sera possible aux cadres d'utiliser leur pouvoir pour se placer dans des positions privilégiées et d'obtenir plus que leur dû, voire de s'engager dans la déprédation et la

corruption et d'usurper les fruits du travail des autres. *Il en résultera l'apparition d'une couche privilégiée* au détriment de la propriété socialiste du peuple tout entier et de la propriété collective socialiste. La base sociale permettant à la clique khrouchtchévienne d'effectuer la restauration du capitalisme en Union soviétique, est précisément une couche privilégiée de ce genre. Abusant de son pouvoir de contrôle sur les moyens de production et sur les moyens d'existence, elle s'approprie les fruits du travail du peuple soviétique et dénature le système de répartition « à chacun selon son travail ». C'est de cette façon que les entreprises industrielles et minières ainsi que les kolkhozes ont été transformés en instruments au moyen desquels elle gagne de l'argent et s'enrichit. La propriété socialiste du peuple tout entier et de la collectivité est peu à peu transformée en façade, et dégénère au fond en propriété d'une couche sociale privilégiée.

Tout cela est fort séduisant. Combien on voudrait que ça corresponde à une réalité !

Mais... « les nouveaux rapports ne peuvent s'établir spontanément avec la transformation de la propriété ». *Pardon ! le marxisme nous avait appris que la transformation de la propriété devait entraîner nécessairement, automatiquement,* spontanément *des rapports de forme nouvelle entre les hommes.*

Mettons que par « spontanément » le traducteur ait entendu non pas « de façon non artificielle », mais de façon rapide, instantanée. *Hélas il y a plus de quinze ans que le* Parti communiste *règne sur la Chine toute entière, et beaucoup plus longtemps encore sur les partis importants de celle-ci. Qu'a-t-il apporté en premier lieu ? Le culte de la personne de Mao, ce qui contrarie bien mal la notion de « rapports, de dirigeants à dirigés ».*

F. Ch.

Où va l'Algérie indépendante ?

Une résolution de l'U.G.T.A.

Au nom de l'Assemblée des militants et des cadres de l'Union Locale d'Alger, renforcée par la présence d'un responsable de l'Union Locale d'Oran, le frère Derradji Nourredine et des fédérations : des P.T.T. (Hamoui, secrétaire général), de l'Alimentation et du Commerce (Kabène Mouloud, secrétaire général), du Bâtiment (Rakach Boualem, du secrétariat) ainsi que le frère Mehiz, secrétaire général de l'Union Locale de Bal el Oued.

Réunis ce jour à 14 h 30 à la Maison du Peuple, sur convocation de notre secrétariat à l'occasion de la réunion de l'Instance Supérieure de notre mouvement syndical qui est sa Commission Exécutive Nationale.

Nous saisissons cette occasion pour vous exprimer ce que nous, militants de base, pensons des problèmes que nous rencontrons quotidiennement et ce que nous attendons de nos responsables.

1°) *Dans le secteur privé,* la situation des travailleurs qui nous ont délégués pour exprimer leurs légitimes aspirations, devient de plus en plus difficile, face aux arrogances et aux provocations du Patronat, notamment par des licenciements de délégués, de travailleurs, par la diminution des salaires par rapport au coût de la vie galopant, enfin une accentuation de l'exploitation des travailleurs.

2°) *Dans le secteur autogéré,* les représentants syndicaux sont délibérément ignorés et les membres des Comités de Gestion complètement neutralisés par une administration instable, incohérente et surtout anti-ouvrière.

3°) *Dans les Services Publics,* l'absence de critères et de normes pour la nomination de responsables transforme notre administration en une véritable fourmilière de républiques, de clans, de groupes, qui passent leur temps de gestion des affaires pubilques à un continuel réglement de comptes. Ce qui paralyse son fonctionnement normal et crée par conséquent, une désaffection prononcée de la population à l'égard de cette grande machine paperassière qui décourage et détruit tout effort de redressement.

4°) Depuis quelques semaines, nous assistons à une vaste campagne de remise en cause des acquis de la révolution par les restitutions aux anciens collaborateurs tels que Bouthiba et consorts. Les travailleurs sont sensibles à ces mesures antisocialistes et suivent implacablement les manœuvres claires d'un certain nombre de ministères, par exemple :

— Le Ministère des Finances qui oblige les Comités de Gestion à payer les impôts du colon qui est parti, sous menace de saisie, de vente aux enchères de ce patrimoine national.

— Le Ministère de l'Industrie qui a repris la relève et, sous le vocable du slogan « la rentabilité », procède à des « réorganisations » des entreprises en autogestion qui se traduisent par leur fermeture et le licenciement, dans une seconde étape, des travailleurs (il y a lieu de rappeler le conflit à l'entreprise ex-Vve Cote qui a été dilapidé par le représentant de l'Etat, le commissaire du gouvernement, et ce, malgré plusieurs rapports du syndicat à toutes les autorités).

— Le Ministère du Commerce qui autorise l'importation des produits de tous genres pour permettre la concurrence des produits nationaux qui, dans la majorité des cas, sont dans le secteur autogéré.

5°) Nous nous sommes contentés de citer quelques faits saillants pour attirer votre attention, que nous attendons des membres de notre Commission Exécutive Nationale élue démocratiquement lors de notre mémorable Deuxième Congrès National, une orientation courageuse et unanime pour permettre à notre syndicat d'affronter d'une manière déterminante tous les obstacles qui se dressent devant notre Organisation, pour aboutir à la réalisation des aspirations de nos adhérents et pour sauvegarder les acquis de la Révolution qui est l'autogestion.

6°) Nous attendons légalement une définition claire des formes d'action syndicale au niveau du pouvoir, ainsi qu'au niveau des organes d'exécution de l'Etat et des collectifs de production. Bref, une orientation claire, audacieuse et qui répond à l'aspiration de nos milliers d'adhérents en ces momenst historiques de notre mouvement syndical.

7°) Nous demandons avec insistance aux frères du Syndicat National et de la Commission Exécutive de conjuguer leurs efforts afin de renforcer l'unité ouvrière et d'œuvrer pour la défense des acquis de la Révolution, gage de la réussite du Socialisme.

8°) Nous exigeons la réapparition immédiate de notre journal « Révolution et Travail », organe d'expressions des masses laborieuses...

N.D.L.R. — *Seule suite connue à cette résolution, adoptée par des acclamations unanimes : 21 dirigeants de l'U.G.T.A. viennent d'être arrêtés.*

De l'assassinat considéré comme un humanisme

La lecture du journal « Le Monde » serait-elle quelquefois pour nous comme « le soupir de la créature opprimée » ? Cette expression du jeune Karl Marx, par laquelle il définissait la religion, m'est venue à l'esprit après avoir lu « Le Monde » du 29 mai dernier, jour de la Pentecôte où, si je me souviens bien, le Saint-Esprit visita notre Terre.

Nous avons pu lire, en page 2, « *un document interne du parti communiste tchécoslovaque sur les crimes de la période stalinienne* » ; puis un peu plus loin, en page 7, un article de Roger Garaudy : « *Les communistes, l'humanisme et la religion* ». Le rapprochement, probablement involontaire, est à la fois comique et sinistre.

Le premier document est une éminente contribution à une illustration de l'humanisme dit « marxiste », dit « communiste ». Ce sont les bonnes pages d'un rapport, réservé aux militants, distribué discrètement à la veille du congrès du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Il prétend être le résultat d'une enquête complète sur les crimes commis dans cette « république », pendant « la période du culte de la personnalité ». A vrai dire, il ne nous apprend rien de plus que nous ne savions déjà. Mais j'imagine un jeune travailleur, manuel ou intellectuel, lisant un tel constat d'ignominie : je ne veux pas croire qu'il ne se sentirait pas profondément remué et poussé à l'écœurement par le ton papelard adopté par les staliniens honteux qui ont rédigé ce rapport.

Il s'agit, nous dit-on, de la période 1949-1954, c'est-à-dire à partir du début, ou presque, de la prétendue « république socialiste » de Tchécoslovaquie jusqu'au-delà de la mort de Staline. On a du mal à se retrouver dans la série des procès de sorcellerie qui, à l'exemple de la Russie, ont eu lieu dans les pays dits de « démocratie populaire ». Mais on a gardé le souvenir de l'affaire Clementis, puis de l'affaire Slansky et de ses « complices », tous avouant des crimes de trahison et d'espionnage et, comme traîtres et espions, condamnés à mort et exécutés. Tous les chefs communistes français applaudissaient alors, et l'humaniste Garaudy aussi fort que les autres. Or ce n'était que sanglante comédie, le rapport en question nous le confirme. « *Dès le milieu de 1949*, nous dit-il, Pavlik fut arrêté « *en compagnie de sa femme et de quelques autres personnes* » (méditons sur cette indétermination) « *comme suspects d'avoir collaboré avec les frères Field. Ces derniers étaient des citoyens américains d'esprit progressiste qui avaient été faussement accusés d'avoir établi dans les pays socialistes un réseau d'espionnage pour le compte des services occidentaux* ». (Nous citons.) Puis, c'est la suite ininterrompue des arrestations, procès, condamnations et exécutions, après les aveux complets résultant « *des interrogatoires répétés des services de sécurité comportant le recours à la violence* » (nous continuons de citer). On a écrit des livres sur ces aveux surprenants et l'on a bâti des explications politiques et psychologiques. C'est beaucoup plus simple que cela ; le rapport nous donne la clé passe-partout de l'énigme sur laquelle pâlissaient les intellectuels humanistes (quand ils ne la niaient pas tout simplement) : « *... tous les moyens d'intimidation physiques, moraux et politiques ont été utilisés pour susciter chez les détenus un état d'apathie et de résignation... ces crimes imaginaires avaient été fabriqués par les principaux responsables du ministère de la sécurité publique et par les fonctionnaires des services d'investigation... les inculpés ont été avertis des conséquences graves qui résulteraient, pour eux-mêmes et leurs familles, d'éventuelles rétractations... ces facteurs se sont combinés entre eux de sorte que les inculpés ont succombé aux pressions exercées par les services d'investigation et qu'ils ont même appris par cœur la conclusion des procès-verbaux afin que leurs aveux paraissent aussi authentiques que possible.* »

A quoi bon poursuivre ces citations révoltantes ? Nous ne pouvons que reposer la question : que peut-il bien y avoir de commun entre ça et le mouvement ouvrier international, entre ça et la révolution sociale ? Les rétractations de ceux-là mêmes qui furent les complices de ces crimes, les réhabilitations *post mortem*, les adjurations du type « je n'ai pas voulu cela », ne font qu'ajouter la note d'hypocrisie nécessaire à ce sinistre tableau des crimes policiers perpétrés sous le couvert des nobles mots de « socialisme » et de « communisme ». Les assassins et ceux qui, en France notamment, les approuvaient et les encensaient, n'ont rien de commun avec le mouvement d'émancipation des opprimés de tous les pays ; ils sont au contraire les dignes descendants de tous les pouvoirs oppresseurs dont ils ont encore perfectionné les méthodes ; ils poursuivent une bien vieille tradition et ils ne déparent pas la collection des actuels tyrans.

Le rapport publié par « Le Monde » affirme que « *ces procédés sont fondamentalement opposés au parti* ». Comment ! Pendant un quart de siècle au moins ils ont été de pratique quotidienne dans l'empire de Staline. N'est-ce pas « la pratique » qui détermine *fondamentalement* le caractère d'un régime politique ?

C'est encore plus de la désolation que de l'indignation qui envahit les militants syndicalistes ouvriers à la lecture d'un tel document. Peut-être voudriez-vous maintenant qu'ils se trouvent rassurés, rassérénés et prêts à défiler avec vous bras dessus bras dessous, en raison de cette vertu nouvelle affirmée par la conclusion de ce rapport ? La voici : « *Le parti a maintenant mis un point final à tout ce que le culte de la personnalité a engendré de négatif dans notre pays comme dans les autres au cours de la période 1949-1954. Il a permis à la vérité de se manifester pleinement et a rassemblé des forces nouvelles en vue de sa lutte pour procurer un avenir plein de joie au peuple de la République socialiste tchécoslovaque* » ! Hier aussi les policiers tortionnaires lui procuraient déjà toute la joie possible ! Relisez vos articles, vos reportages et vos dithyrambes ! Dire qu'il y a encore des gens pour prétendre que c'est nous qui faisons de l'anticommunisme !

***

Mais voici, en page 7 du même journal, le souffle apaisant, tranquillisant — anesthésiant même — qui se dégage de l'article remarquable du philosophe humaniste Roger Garaudy. Ce n'est pas le même que dans la

période 1949-1954 évoquée ci-dessus. C'est un autre. On est tout prêt — sous réserve qu'on soit bien sûr de comprendre le style spécial de ces altitudes — à accepter tout ce qu'il écrit là, non seulement sur la religion, mais sur *« l'humanisme concret »*. (Vous entendez bien : concret.)

C'est égal, à la place de Roger Garaudy, je ne serais pas très tranquille. Sans doute se fait-il fort des puissants appuis qu'il a, de la haute situation de ceux qui l'ont chargé de cette tâche d'approche des milieux bien-pensants chrétiens et même catholiques. D'autres avant lui se sont cru aussi assurés et se sont retrouvés tout d'un coup en enfer, tandis que, dans un tournant, disparaissaient ceux qui les avaient poussés dans une voie aventureuse et retentissaient leurs propres anathèmes. On se croit toujours plus malin que les autres. Peut-être que Garaudy se dit-il aussi que les temps ont changé ? Eh bien ! nous verrons. Son avenir immédiat permettra de juger si vraiment les temps ont changé. Ce n'est pas seulement pour lui que nous nous en réjouirions.

D'ailleurs Garaudy s'appuie sur le comité central et la discussion qu'il a faite des « problèmes de la culture », aussi sur *« la thèse développée avec force* (les thèses sont toujours développées « avec force ») *par Waldeck Rochet sur la possibilité de la construction du socialisme avec plusieurs partis qui ne soient pas des satellites artificiels de l'un d'entre eux »*. (Est-ce à dire qu'il y en eut qui ne furent que « des satellites artificiels » ?)

Il s'appuie aussi sur une belle citation de Maurice Thorez qui, ne l'oublions pas si Garaudy a l'air de l'oublier, se proclamait lui-même « le premier stalinien de France ». Enfin, il se réfère à Marx et s'efforce d'accommoder au goût du jour sa « formule lapidaire » : *« La religion, c'est l'opium du peuple »*.

J'ai sous les yeux en ce moment le texte de l'introduction à la « Critique de la philosophie du droit de Hegel » dans laquelle le jeune Marx a produit cette formule mémorable. Il avait alors vingt-cinq ans et sortait à peine de sucer le lait hegelien. Mais les écrits du jeune Marx sont très à la mode, dans la mesure surtout où ils permettent d'éluder ce que peuvent avoir de trop bourru les productions de la maturité. Ce texte est d'une autre veine que celui de Roger Garaudy. On y trouve encore ce balancement particulier au maître Hegel dont on vient seulement de se libérer, mais on y rencontre la poésie. En voici un exemple : *« La critique arrache à la chaine ses fleurs imaginaires non pas pour que l'homme porte la chaîne sans consolation et sans fantaisie, mais pour qu'il jette la chaine et cueille la fleur vivante. La critique de la religion désillusionne l'homme afin qu'il pense, qu'il agisse et qu'il forme sa réalité comme doit le faire un homme désabusé, parvenu à entendement et pour qu'il se meuve autour de lui-même, c'est-à-dire autour de son soleil réel. »*

Je ne doute pas que Garaudy se débrouille avec ce texte et parvienne à le faire servir à sa thèse d'aujourd'hui. L'autre Garaudy l'aurait aussi bien utilisé, à d'autres fins éventuellement, dans la période 1949-1954, encore qu'à cette époque il eût été plus prudent de s'en tenir à citer Staline, qui était alors « le soleil réel ».

Citons quand même un peu le Garaudy nouvelle manière : *« Le marxisme, précisément parce qu'il est un humanisme, au sens plein du mot, est une philosophie critique, c'est-à-dire qu'il a conscience que tout ce que nous disons des choses c'est nous qui le disons. »*

Je le répète : on n'est jamais sûr d'avoir bien compris ces profondes pensées-là. Mais, compris ou non, Garaudy ne s'étonnera pas qu'on lui objecte, compte tenu de la pratique humaniste décrite dans le rapport cité plus haut : *« Tout ce que vous dites des choses, c'est vous qui le dites ! »*

⁂

Il faut bien une conclusion à ces quelques réflexions désabusées. D'autant plus qu'elles risquent encore de nous valoir la réprobation des bien-pensants « de gauche » et l'expression de leur indignation réelle ou feinte : « Ainsi, vous faites encore de l'anticommunisme « dépassé », vous voulez vous opposer au front populaire, mais le front populaire est en marche, rien ne l'arrêtera ! » Ce n'est certainement pas nous qui l'arrêterons ; nous ne songeons même pas à nous y opposer. On souffrira pourtant que dans cette affaire, nous n'acceptons pas d'être pris pour des imbéciles. Nous savons bien qu'il y a une prescription, même pour les pires crimes. Mais de là à recevoir des ex-assassins, ou de leurs complices diplômés, des leçons d'humanisme, il y a bien plus qu'un pas.

Va pour le front populaire ! D'autant plus que « le parti communiste français », loin de perdre des voix aux prochaines élections comme le suggèrent certains sondages douteux, pourrait fort bien en gagner. Et ceci pour bien des raisons. Va donc pour « le front populaire de demain » ! En espérant, sans trop d'illusions, qu'il aura retenu toutes les leçons de celui d'hier, les positives et les négatives aussi, car il y en a.

Au moins faudrait-il que tous ceux qui s'appellent syndicalistes s'entendissent sur ce principe : les syndicats ouvriers doivent, en toutes circonstances et quel que soit le gouvernement en place, demeurer indépendants et, par conséquent, ne pas s'intégrer dans quelque front que ce soit. C'est la garantie de l'autonomie d'expression, d'organisation, de stratégie et de tactique de la classe ouvrière. Quant à cette autonomie, elle est la condition pour qu'une révolution politique puisse se développer en une révolution sociale. Elle est la condition pour que les crimes énumérés dans le document publié par « Le Monde » ne puissent jamais être perpétrés au nom usurpé de la classe ouvrière, la condition pour que le socialisme ouvrier soit un humanisme.

R. G.

... Quant à ceux qui, reconnaissant la nécessité de résoudre les questions sociales, pensent néanmoins que l'examen doit en être ajourné et qu'il sera temps de s'en occuper QUAND LA REVOLUTION POLITIQUE SE TROUVERA ENFIN ACCOMPLIE, nous ne saurions les comprendre. Quoi, il faut conquérir le pouvoir, sauf à se rendre compte, plus tard, de ce qu'on en doit faire ! Quoi, il faut se mettre en route avant d'avoir fixé le point qu'il s'agit d'atteindre !

On se trompe étrangement si l'on croit que les révolutions s'improvisent. Les révolutions qui n'avortent pas sont celles dont le but est précis et a été défini d'avance.

Louis BLANC
« L'Organisation du travail » (1847)

Notes d'Economie et de Politique

VICTOIRE DU PROUDHONISME : LA SYNTHESE DE L'INSULINE

Au moment où j'écrivais ma note du mois dernier sur la bombe thermo-nucléaire chinoise, on apprenait en France quelque chose de plus extraordinaire encore : les biologistes chinois avaient réussi la synthèse de l'insuline.

La « synthèse », c'est-à-dire la production de ce corps organique qu'est l'insuline à partir de produits uniquement minéraux, de produits ne provenant pas d'un organisme vivant.

Découverte spectaculaire parce que depuis des décennies tous les biologistes du monde, tous les laboratoires de chimie d'Europe et d'Amérique sont occupés à rechercher un procédé permettant de fabriquer synthétiquement les hormones, et, tout particulièrement l'insuline pour laquelle la chose apparaissait plus facile.

Or, cette synthèse, voilà que ce ne sont ni des Américains, ni des Russes, ni des Allemands qui la réalisent, mais... des Chinois. Des biologistes qui datent d'hier, des biologistes dont on n'avait jamais jusqu'alors entendu parler !

Plus fort encore ! Les quelques savants français qui ont pu pénétrer, au cours de missions plus ou moins officielles, dans les laboratoires biologiques chinois ont été frappés de ceci : tous les appareils utilisés dans ces laboratoires — et Dieu sait s'ils sont compliqués, précis et délicats — sont de fabrication exclusivement chinoise.

N'avais-je donc pas raison de suggérer le mois dernier que la science chinoise étonnerait le monde ?

Mais il y a plus ! Ces savants qui sont en train de commencer à étonner le monde, ces savants qui découvrent tout de go ce que leurs confrères occidentaux cherchent en vain depuis des années, sont des hommes qui sont astreints à aller périodiquement en des campagnes reculées où ils sont coupés presque totalement de leur milieu habituel, afin de s'y livrer durant des mois au dur travail de la terre, mêlés aux paysans et partageant leur vie.

Et il ne s'agit pas là d'une mesure prise seulement sur le papier. D'après les biologistes français auxquels je faisais allusion tout à l'heure, c'est une règle absolue qui est appliquée rigoureusement ; personne n'y coupe ! Pas même les plus éminents.

Or, ce sont ces savants-là, ces savants qu'on enlève périodiquement de leurs laboratoires et de leurs bibliothèques pour leur faire repiquer le riz ou exécuter quelque travail analogue, qui viennent de trouver ce que tous nos « chercheurs » d'Occident, qui croiraient déchoir en se livrant seulement quelques heures à un travail aussi « vil », ne sont pas parvenus à découvrir !

Cela montre que, contrairement à ce que prétendent nos « intellectuels » et autres bourgeois, et à ce qu'ils croient d'ailleurs, le travail manuel est parfaitement compatible avec le travail cérébral, et que sans doute il en est même un excitant. *Mens sana in corpore sano*, un esprit sain dans un corps sain, disaient les Anciens. Un esprit qui travaille dans un corps qui travaille, devrait-on aujourd'hui ajouter.

Certes, il ne faut point accroître la portée du titre que j'ai cru devoir donner à cette note. Il ne suffit évidemment pas de pratiquer le repiquage du riz pour découvrir la synthèse de l'insuline, et celle-ci pourrait avoir été faite par des hommes qui n'ont jamais repiqué du riz, mais la preuve est faite que cela n'empêche pas ceci, et que peut-être cela contribue à ceci.

En réclamant le travail manuel pour tous, Proudhon, comme les révolutionnaires chinois, se plaçait uniquement au point de vue de la justice, mais un autre socialiste, Considérant, disciple de Fourier, se plaçait également lui, en bon polytechnicien qu'il était, au point de vue de la productivité. Pour lui, le travail physique, en délassant l'esprit, permet à celui-ci de reprendre l'élasticité qu'il pourrait avoir perdue du fait d'une tension trop prolongée.

Mais qu'importe la justice, voire même l'efficacité, aux « intellectuels ». Dans tous les pays, ce que ceux-ci veulent, veulent avant tout, ainsi que le voulaient également les prêtres, leurs prédécesseurs, c'est ne pas « se salir les mains », ni fatiguer leurs muscles.

Et il en est ainsi en Chine, tout comme ailleurs. D'après notre même source, les biologistes chinois ne sont pas du tout enchantés de l'obligation qui leur est faite d'aller périodiquement aux champs !

D'où l'actuelle « épuration » chinoise.

Habitués à ne jamais voir que le petit côté des choses, incapables d'imaginer qu'il existe d'autres motifs d'action que l'arrivisme bourgeois, nos journalistes occidentaux ne veulent voir comme cause de la présente « crise chinoise » qu'une lutte pour le pouvoir, tout comme ils n'avaient voulu voir également que cela dans celle qui l'avait précédée il y a quelques mois.

Cependant la signification de ces deux crises est bien claire. Pour la comprendre, pas besoin de renseignements particuliers ; il n'y a qu'à regarder.

L'autre jour, c'était contre l'armée que des mesures étaient prises ; aujourd'hui, c'est contre l'Université. Pourquoi ?

Dans les deux cas, c'est pour la même raison. C'est parce que les gradés de l'armée et de la science cherchent les uns et les autres à se constituer en *castes* et à échapper ainsi au sort commun des autres travailleurs. Mais, dans les deux cas, la vieille garde, la vieille garde révolutionnaire chinoise, a vigoureusement réagi.

Pour l'armée, tous les signes de distinction de grade ont été supprimés ; désormais tous les porteurs d'uniformes, tous les militaires, du général au simple soldat, ont exactement le même vêtement sans aucun galon ni étoile ; il n'y a d'ailleurs plus de grades, mais seulement des « fonctions ».

Pour l'Université, la réaction des révolutionnaires chinois a été tout aussi vive. Ces messieurs les intellectuels, tout comme ces messieurs les officiers, veulent des privilèges ; ils s'opposent, dit le *Journal de Pékin*, à la règle : « moitié du temps au travail manuel, moitié du temps à l'étude », eh bien, nous allons commencer par envoyer dès aujourd'hui au travail de la terre ou de l'usine, et pour six mois, la totalité des 500.000 bacheliers qui s'apprêtaient à entrer à l'Université ; ce n'est qu'après ces

six mois qu'ils pourront commencer à entreprendre des études supérieures. Cela, parce que, comem l'a dit Mao, il faut être « révolutionnaire et instruit », mais d'abord révolutionnaire.

Par là apparaît une fois de plus la profonde différence qui existe entre le cours suivi présentement par la révolution chinoise, et celui qui fut suivi par la révolution russe. Dans les deux pays, la suppression des anciennes classes privilégiées fut suivie d'une tentative faite par certains groupes de la nouvelle société de se constituer eux-mêmes en classes privilégiées, mais tandis qu'en Russie, cette tentative réussit pleinement, tandis qu'officiers, techniciens et savants furent comblés d'honneurs et de prébendes par Staline, elle se heurte aujourd'hui même, en Chine, à la résistance vigoureuse des tenants du pouvoir, et nous espérons bien que ce sont ceux-ci qui l'emporteront.

La lutte pour le socialistme, c'est la lutte pour *l'égalité*, ainsi que l'affirmait Kamenev dans le dernier article qu'il lui fut permis d'écrire ; c'est celle que mènent aujourd'hui les survivants de la « longue marche » ; elle sera sans doute encore plus dure, plus difficile et plus longue que ne fut celle-ci.

« ICI TOUT EST A NOUS... NOS FILLES ET NOS FEMMES NOUS SONT COMMUNES »

DIDEROT.
(Supplément au Voyage de Bougainville).

Le « communisme » est une chose épouvantable, le communisme c'est la « communauté des femmes », tel était l'argument massue que les bourgeois avaient l'habitude d'asséner sur la tête des socialistes à l'époque déjà lointaine où les Russes n'avaient pas encore fait perdre au mot « communisme » son sens originel.

Or, il est, en effet, exact que les fondateurs du communisme, ces visionnaires de génie qui ont nom Platon, Campanella, Fourier, liaient étroitement la question des relations sexuelles avec celle de la propriété. De même les anarchistes communistes (1) ont toujours préconisé « l'amour libre », notamment à la belle époque de l'anarchisme vers 1900, cependant que la communiste Alexandra Kollontaï écrivit un livre sur le même sujet. La stricte monogamie, une seul homme pour une seule femme, et une seule femme pour un seul homme, leur paraissait une règle absolument anti-naturelle, qui n'était qu'une conséquence de la propriété individuelle des choses. Ce n'était que l'extension, selon l'expression de Diderot, du « droit de propriété » sur un « objet sentant, pensant, voulant et libre ».

La femme ne devient la propriété d'un homme, et vice versa, que parce que toute chose, vivante ou non vivante, sol ou bétail ayant un propriétaire, l'être humain, homme ou femme, doit avoir également un propriétaire : or être propriétaire, c'est avoir des droits exclusifs sur ce qui est votre propriété. Le mariage est l'acte par lequel l'Etat établit et reconnaît la propriété d'un être humain, tout comme par des actes analogues il établit ou reconnaît la propriété d'une chose. Personne d'autre que le propriétaire n'a le droit d'user de la femme mariée, tout comme personne d'autre que le propriétaire n'a le droit de cultiver des terres ou de se servir de bêtes qui ne lui appartiennent pas.

En conséquence, la propriété disparaissant dans des sociétés communautaires du type de la République de Platon, de la Cité du Soleil de Campanella, ou des phalanstères de Fourier, le droit de propriété d'un homme sur une femme ou d'une femme sur un homme devra disparaître également. Il continuera à y avoir, certes, des relations sexuelles entre les hommes et les femmes, mais plus de mariage ! Tout homme pourra coucher avec toute femme qui l'accepte, et toute femme pourra coucher avec tout homme qui la désire.

Quant aux enfants, ils deviendront les enfants de tous ; c'est la communauté qui se chargera de les élever, c'est elle tout entière qui constitue désormais la « famille ». « Un Etat qui aspire à être bien gouverné, dit Platon, doit admettre la communauté des femmes, la communauté des enfants et de l'éducation tout entière, comme aussi la communauté des occupations ».

Eh bien ! aujourd'hui où les relations sexuelles sont en pleine transformation, au moins dans nos pays, il paraît intéressant de se demander si cette transformation est en relation ou non, avec une modification des rapports de propriété.

Notons d'abord que si l'on examine, non pas des époques différentes, mais des peuples différents, la liaison entre le régime matrimonial et le droit de propriété semble bien établie.

En effet, sans remonter aux peuples primitifs, comme les Polynésiens d'avant l'arrivée des Blancs, dont Diderot nous décrit le régime dans le puissant raccourci que nous lui avons emprunté pour mettre en tête de cette note, regardons ce qu'il en est chez les hommes de notre race, la race blanche.

La liaison entre le régime matrimonial et la nature du droit de propriété y est évidente.

Une partie de la race blanche, sa fraction aryenne, vit sous le régime de la monogamie ; l'autre partie, sa fraction sémitique, vit sous celui de la polygamie. Or, ces deux parties du monde blanc ont, en général, un régime de propriété différent.

Chez les Sémites, dont le peuple type est le peuple arabe, peuple de pasteurs, chez qui le troupeau est la propriété collective de la tribu et où le droit de cultiver une parcelle de terre n'est concédée à un individu qu'à titre précaire (propriété « arch »), la propriété individuelle n'existe pour ainsi dire qu'à moitié puisque si elle confère bien le droit d'user d'une propriété et d'en récolter les fruits elle ne donne pas le droit d'en disposer : de la léguer ou de la vendre.

Or, à cette demi-propriété des choses, correspond, peut-on dire, une demi-propriété dans les rapports sexuels, l'homme possède bien un droit exclusif sur une femme, mais que la femme ne possède point un droit exclusif sur un homme du fait que celui-ci a le droit d'avoir jusqu'à quatre femmes, et que, de ce droit, il use largement (2). Au moins tant qu'il n'a pas

---

(1) En outre, un anarchiste individualiste, Armand, axa toute son action sur les rapports sexuels, mais chez lui comme chez ses nombreux disciples, la liberté sexuelle tend à tourner à l'obsession sexuelle.

(2) Il y a cependant des exceptions dues à des circonstances particulières dont certaines peut-être infirment la règle, mais dont deux en tous cas, la confirment pleinement.

En Afrique du Nord, les Kabyles, qui sont des montagnards cultivateurs et non des pasteurs, ne connaissent pas la propriété « arch », leurs propriétés sont « melk », c'est-à-dire des propriétés comme les nôtres, comportant les trois droits, celui d'user de la chose, de jouir de ses fruits, et de

été contaminé par la civilisation occidentale.

Par contre, nous autres Aryens, que ce soit dans l'Antiquité ou dans les temps modernes, nous avons à peu près toujours vécu sous un régime de propriété totale, intangible, une propriété « quiritaire » que personne, pas même l'Etat, n'avait le droit de mutiler. Et pendant la période du Moyen Age, on constate que le principal élément de la vie politique y fut la lutte constante menée par les possesseurs de fiefs, pour que ceux-ci, qui n'étaient au début que des concessions temporaires toujours révocables, deviennent de véritables propriétés, des propriétés appartenant au seigneur sans aucune restriction, et se transmettant à leur descendance.

En conséquence, chez les Occidentaux, la monogamie est la règle. Si, à une certaine époque le seigneur possède, il est vrai, le « droit de cuissage », c'est un droit qui n'est là que pour confirmer son droit de propriété sur tout le fief, terres, bêtes et gens.

La différence des deux régimes matrimoniaux entre les deux branches de la race blanche et la différence de leurs régimes de propriété concordent donc suffisamment pour que l'on puisse estimer que la première différence n'est que la conséquence de la seconde.

Revenons maintenant à nos moutons, c'est-à-dire à ce qui se passe présentement.

Nous assistons aujourd'hui en Occident, à deux transformations profondes, si évidentes qu'elles frappent même les observateurs les plus superficiels. C'est, d'une part, une certaine libération des relations sexuelles, et, d'autre part, l'atténuation et la transformation du droit de propriété.

Pour les relations sexuelles la chose est criarde. Il n'y a qu'à regarder autour de soi, ou bien lire les enquêtes qui ont été faites à ce sujet, aussi bien celles d'Amérique que celle récemment entreprise par un journal d'étudiants italiens et qui a donné lieu au procès de Rome. Partout, non seulement les jeunes hommes, mais également, et plus encore peut-être, les jeunes filles, ne veulent absolument pas demeurer chastes jusqu'au jour de leur mariage. Les jeunes filles réclament leur droit aux « expériences pré-maritales » et les jeunes hommes ne se contentent plus des bordels ou de leurs succédanés, ils vivent librement, ouvertement, publiquement avec des filles « de bonne famille » avec lesquelles ils ne sont ni mariés, ni même fiancés.

Or, d'autre part, nous constatons également une transformation du droit de propriété.

En premier lieu, le droit de propriété, en ce qui concerne la propriété foncière, c'est-à-dire le type même du droit de propriété, n'est plus du tout inviolable. Le vieil article de la Déclaration des Droits de l'Homme, selon lequel l'expropriation pour cause d'utilité publique ne pouvait avoir lieu que moyennant une « juste et préalable indemnité » a perdu toute sa rigueur. Aujourd'hui, en France, le propriétaire peut être privé par l'Etat du droit d'user de son bien pour un temps indéfini, et quand l'Etat veut bien consentir, enfin, à l'exproprier, c'est non plus un jury de propriétaires, mais l'Etat lui-même qui, par ses fonctionnaires, fixe souverainement le montant de l'indemnité qui sera allouée à l'exproprié, et qu'il lui paie... quand il lui plaît !

Tel est le premier point.

Il en est un second, encore plus important.

La classe dirigeante, la classe « supérieure », celle qui fixe les canons du Droit et de la Morale pour l'ensemble de la société, et qui, en France, est constituée par ce qu'on appelle la moyenne et la haute bourgeoisie était jadis une classe de *propriétaires*. Chacun de ses membres était au sens plein du mot, *propriétaire* de son affaire, moyenne ou grande. M. de Wendel, M. Schneider étaient personnellement propriétaires de leurs usines, aussi bien que l'épicier ou le tailleur du coin l'étaient de leurs fonds de commerce.

Mais aujourd'hui, la classe dirigeante n'est plus une classe de propriétaires, elle est devenue une classe d'*administrateurs*. Ses membres ne possèdent plus ce qu'ils dirigent. Le Creusot lui-même, la dernière grande affaire « familiale » française vient de se transformer en société anonyme, cependant que le petit et moyen commerce régressent chaque jour davantage devant l'invasion des super-marchés ou des magasins de confection, qui, eux aussi, sont dirigés non par des propriétaires, mais par des administrateurs. L'administrateur a tué le propriétaire, ou, tout au moins, est en train de le tuer.

Or, qu'était le mariage, sinon la mise en commun de deux propriétés, la femme apportant sa dot, et l'homme sa « situation » ? Il était ainsi créé une communauté économique dont la fonction était, entre autres, d'élever les enfants, entre les mains desquels passeront plus tard les biens de ladite communauté, à peine amputés par un impôt assez léger.

Le ciment de la famille, c'était la propriété commune. Qui ne participait pas à cette propriété commune ne devait donc avoir aucun lien charnel avec aucun membre de la famille. Haro sur l'amant ou sur la maîtresse, et plus encore, sur l'enfant « naturel » car leur existence risquerait de dissocier l'unité économique de la famille.

Mais aujourd'hui où la bourgeoisie, celle du moins qui a un poids social (ce qui exclut la petite bourgeoisie) n'est plus une classe de proprétaires, mais une classe d'administrateurs, une classe de gens qui ne possèdent plus que les fonctions qu'ils occupent, la famille n'est plus vraiment une communauté de biens, elle n'est plus qu'une addition de fonctions, de la fonction qu'exerce l'homme et de celle qu'exerce la femme.

Le lien économique est donc plus lâche, beaucoup plus lâche ; en conséquence, les relations sexuelles peuvent-elles êtres, elles aussi, beaucoup plus lâches.

Lorsque la fille était avant tout une dot, elle devait être au jour de son mariage aussi intégrale que sa dot. Pas plus l'une que l'autre ne devait avoir été déflorée. Mais maintenant que la fille ne représente plus une propriété, qu'elle occupe une fonction, qu'elle possède par elle-même un emploi, comment exiger qu'elle n'ait point, avant son mariage, avec qui bon lui semble, les relations qui lui plaisent, puisque son emploi lui assure son indépendance économique. Et si, après son mariage, elle conserve cette indépendance matérielle en continuant à occuper un emploi, pourquoi ne pourrait-elle continuer à coucher en toute liberté...? Cependant, dans ce dernier cas, les enfants demeurent un problème, ce qui fait que présentement les filles ne revendiquent généralement leur liberté que pour la période

---

vendre ou de léguer le fonds lui-même. Or, si les Kabyles sont bien de religion et, donc, de droit musulmans, s'ils peuvent par conséquent, avoir quatre femmes, ils n'en ont jamais, sauf exception rarissime, qu'une seule ; ils sont des monogames de fait.

Pareillement, au Liban, les habitants de la montagne, les Maronites, sont des cultivateurs propriétaires de leurs terres ; en conséquence, eux aussi ne sont pas polygames : ils sont chrétiens.

qui précède le mariage, et qu'en fait, beaucoup de filles qui ont eu de multiples amants avant leur mariage deviennent ensuite des épouses fidèles. Cependant le développement toujours plus grand de la prise en charge des enfants par l'État, tant par les diverses allocations que par les facilités de gardiennage et d'étude, accentuera sans doute de plus en plus la pratique de la liberté sexuelle tant après le mariage qu'avant.

En résumé, l'on peut dire qu'à l'heure présente les jeunes gens et les jeunes filles prennent une femme ou un homme à l'essai comme ils prennent un emploi à l'essai, jusqu'au moment où ils ont trouvé le compagnon qui, décidément, leur convient, tout comme ils cessent de changer d'emploi lorsqu'ils ont trouvé celui qu'il leur faut.

Il me semble donc que la transformation des mœurs que l'on observe actuellement dans les couches supérieures de la société, notamment chez les étudiants, correspond bien à la transformation qui s'observe dans les rapports de propriété. La famille, comme la propriété, certes, existe encore, mais la première n'est plus qu'une demi-famille, tout comme la seconde n'est plus qu'une demi-propriété. Les tabous sexuels s'estompent en même temps que s'estompent les droits de propriété. Tout comme les régimes matrimoniaux diffèrent selon que l'on vit sur des terres arides ou sur des sols arrosés, la liberté sexuelle s'accroît en même temps que diminue la rigidité qui unit un individu aux choses qu'on appelle la propreté.

Il paraît donc bien certain que Platon, Campanella et Fourier ont eu raison. La disparition complète du droit de propriété, la communauté des biens, si elle se réalise un jour, entraînera nécessairement la disparition de toutes les interdictions sexuelles. Ainsi que Diderot le fait dire à son sage Tahitien, tout étant à tous, les femmes et les filles seront communes.

R. LOUZON

PREVISIONS ET REALITES

Sous le titre « *Les paysans et le communisme* », nous devons à Léon Emery une étude intéressante. (Contrat Social - 1966, n° 3.)

« ... *Tandis que, dans les pays sous-développés, la terre nourrit avarement une population famélique, la classe paysanne peut être dite en voie d'extinction dans les nations les mieux équipées, là où l'agriculture est désormais une des industries les plus fortement mécanisées.*

« ... *Dans un pays (Etats-Unis) où les produits agricoles sont toujours en large excédent, il y a maintenant un paysan exploitant sur trente personnes ; notre Occident emboîte le pas : la France, par exemple, vieux pays agricole, qui se flattait au début de ce siècle d'être en majorité rural, compte maintenant un paysan sur six personnes.*

« *Une fois de plus, les faits ont étonnamment démenti les prévisions du bon sens. Il était courant d'annoncer que la rationalisation technique et l'automation allaient réduire au chômage nombre d'ouvriers et d'employés, mais sans que les cultivateurs fussent le moins du monde menacés. C'est exactement le contraire qui s'est produit : l'industrie et le commerce assurent toujours le plein emploi tandis que la campagne moderne évince la main-d'œuvre classique et encourage puissamment l'exode.* »

La remarque est intéressante.

Quelles sont les raisons du phénomène ?

Elles sont certainement multiples. La principale me paraît être que la nature *limite*, pour chaque homme, sa capacité d'absorption d'aliments, alors qu'il n'en va pas de même pour l'acquisition de produits industriels.

Pendant des siècles, les hommes, en leur immense majorité n'ont pas eu à « manger à leur faim ». Ce phénomène, qui durait depuis toujours, qui paraissait presque inhérent à la condition humaine, a disparu dans plusieurs pays.

C'est un fait récent. Il semble qu'il date du milieu du XIX[e] siècle pour les Etats-Unis, du lendemain de la seconde guerre mondiale pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Dans ces pays là (à part un nombre important de vieilles personnes) il n'y a plus de catégorie sociale vouée chroniquement à la « faim lente », comme disait Proudhon, laquelle était encore un état heureux entre des paroxysmes de famile (individuelle, ou collective).

L'aliment essentiel du « pauvre » était le *pain*. Dans mon enfance, c'était « un péché de jeter le pain ». Aujourd'hui on mange très peu de pain. « Gagner son pain » est devenu « gagner son bifteck ». L'expression est moins belle. La chose est meilleure.

Or cette consommation là, consommation soit de pain soit d'aliments autre que le pain, peut-elle augmenter beaucoup ? Poser la question c'est y répondre. « Rockfeller lui-même n'a pas deux estomacs. » Comme le phénomène se présente en un temps où la productivité du travail agricole a beaucoup augmenté, il est normal que les campagnes se dépeuplent. L'agriculture est en état de crise permanente, pourrait-on dire, si le propre d'une « crise » n'était pas d'être brève. Disons qu'elle connait, dans l'économie d'aujourd'hui, un *marasme constitutionnel.*

Il n'en va pas de même de la production industrielle. Qui n'aimerait avoir de plus beaux vêtements, plus d'objets utiles, ou simplement beaux, dans des maisons plus confortables, plus de loisirs avec d'enrichissants moyens de les remplir ? On n'est, là, limité que par la capacité de payer.

Cependant, à côté des acheteurs à capacité limitée il existe un acheteur à capacité presque illimitée (1), un acheteur-gouffre. C'est l'Etat. Avec son militarisme (avions, bateaux, fusées...) entrepreneurs et ouvriers sont assurés d'avoir toujours du travail (2).

Quand je dis ceci, je pense surtout aux Etats-Unis, à l'armement américain que les travailleurs du monde entier maudissent, mais qui est pour eux *pain bénit*.

Expliquons-nous.

Après la première guerre mondiale, l'Amérique désarma. Le capitalisme recommença donc à fonctionner selon le type classique : capitalistes vendeurs devant salariés acheteurs, beaucoup de marchandises offertes à des acheteurs aux ressources limitées. Ce fut vite la « crise de suproduction » classique. Elle éclata en 1929. Et comme l'Amérique commençait à être la première puissance industrielle et financière dans un monde où les économies sont interdépendantes, la crise ne tarda pas à traverser l'Atlantique, gagnant le monde in-

(1) Avec les possibilités d'inflation monétaire qu'ont les Etats modernes, on serait tenté de supprimer le « presque ». Si petite que soit une unité, on peut encore la diviser.

(2) En admettant que l'entrepreneur *travaille*. Ceci ne doit pas se dire dans les milieux socialistes. Mais c'est loin d'être faux.

dustriel tout entier, notamment l'Allemagne où elle provoqua l'hitlérisme.

Aujourd'hui, la situation est toute différente. A la capacité limitée des acheteurs salariés s'ajoute, en Amérique, la capacité d'achat de l'Etat, capacité sans limite. Les usines peuvent tourner. En conséquence, les travailleurs d'Europe peuvent être tranquilles. Ils ne connaitront plus les années très dures, voire terribles, qu'ils ont subies à partir de 1930, ou 31. Au contraire, dans toutes les perspectives officielles, il est question — à bonne raison pour une fois — d'économie « en expansion ».

PAYSANS SOCIALISTES ?

Revenons à Emery.

« *Démentant les prévisions marxistes qui, par avance, attribuent aux masses ouvrières des grandes villes le rôle majeur dans la révolution à faire, ce sont les paysans russes et chinois... qui ont marqué de leur empreinte les gigantesques événements sociaux dont nous continuons à être les spectateurs.* »

Cette remarque, intéressante, appelle des réflexions.

1° « *Prévisions marxistes* » ? Peuh... Les marxistes ont dit bien des choses. Et Marx aussi.

La prévision que l'on peut tirer non seulement de Marx, mais des socialistes de son temps, et notamment du socialisme français est : *les ouvriers* joueront un grand rôle dans l'établissement d'un état meilleur de relations sociales, état meilleur que nous appelons socialisme (3).

2° Ce disant, les uns et les autres voyaient juste. Ce sont en effet *les ouvriers*, notamment depuis le syndicalisme, qui ont joué le grand rôle dans l'ensemble des actions qui ont amené des conditions de vie toutes différentes de celles de l'épouvantable XIXe siècle.

Ces conditions réalisent-elles le socialisme ?

Non, puisqu'elles sont perfectibles. (Dans l'hypothèse où l'on aurait envisagé le socialisme comme un état parfait.)

On pourrait aussi répondre « *On ne sait pas* », puisque les socialistes n'ont jamais défini *le* socialisme. (Anatole France dit quelque part : « *Nous aurons une Europe socialiste, si toutefois on peut appeler socialisme l'inconnu qui vient.* »)

Disons donc que ces conditions meilleures *réalisent un peu de socialisme.*

3° Les paysans russes et chinois, dit Emery, « *ont marqué de leur empreinte de gigantesques événements* ».

Oui. Mais ces événements ont-ils rapport avec le socialisme ? Certes, les dirigeants ont le mot à la bouche.

Mais en fait ?

Ce qu'on voit s'instituer surtout, c'est le salariat : et un salariat avec exploitation très poussée. L'institution du capitalisme d'Etat à l'Est, au XXe siècle, correspond à l'institution du capitalisme tout court à l'Ouest, au XIXe. Les deux phénomènes résultent du processus d'industrialisation, lequel est indispensable, c'est sûr, au socialisme, mais ne le constitue pas, puisqu'il s'accompagne au contraire de grandes souffrances pour les prolétarisés. En fait, Russes et Chinois ont cent ans de retard. Et leur mode d'industrialisation comporte plus de difficulté pour une marche vers un socialisme que ça n'a été le cas en Europe, car il est moins difficile de lutter contre un patron privé que contre l'immense Etat.

---

(3) Dans cette perspective, les marxistes misaient sur l'aggravation extrême de l'abaissement du prolétariat. (« Dialectique ».) Les socialistes, notamment Proudhon (« *Capacité* des classes ouvrières ») cherchaient le *progrès* de celui-ci.

Les faits ont donné raison au « socialisme », dont le syndicalisme fut une branche importante.

Au reste, les agriculteurs sont-ils, ou ont-ils été, en Russie et en Chine, l'élément moteur des événements ? S'il en était ainsi, l'agriculture ne serait pas ce qui va le plus mal en ces pays.

PETITE UTILITE ET GRANDE HORREUR

L'idée de l'utilité économique du militarisme en régime capitaliste, sur laquelle il est bon de revenir, j'ai lu quelque part qu'elle est due à Rosa Luxembourg. Nous dirons que Rosa l'a peut-être publiée la première, mais non pas qu'elle l'a conçue la première. Car la constatation s'impose, dès qu'on y songe.

On dira : « Mais l'acheteur-gouffre nécessaire, l'acheteur sans fond aux fonds illimités pourrait acheter des choses utiles ! »

Erreur. La grande vertu économique des produits d'armement est de ne *servir à rien*. Si l'Etat achetait des produits « utiles », des produits qui, finalement, entreraient dans le circuit production-consommation, loin de conjurer la surproduction, il en aggraverait le risque. Seul convient l'achat de produits invendables, coûteux et vite démodés. (Sans cela il faudrait faire creuser des trous, puis les combler.) Le matériel d'armement convient, et aussi les engins dit « spatiaux », qui sont aussi une espèce d'armement, au moins armement de guerre froide. Il y a là la condition pour que les citoyens, qui payent de lourds impôts, *ne soient pas volés* ! L'impôt est une prime d'assurance contre la surproduction. (Je pense toujours aux Etats-Unis.)

Bon. Moloch a son utilité en régime capitaliste. Qu'en serait-il en régime non capitaliste ?

Supposons un régime économiquement socialiste, un régime où il n'y aurait pas de « profit » capitaliste. La production dirigée et exécutée par les travailleurs va aux travailleurs eux-mêmes. (Les personnes, en nombre aussi faible que possible, chargées des fonctions de coordination sont aussi des travailleurs. Et les prélèvements pour l'entretien et l'investissement peuvent être considérés comme une rémunération collective.) Dans ces conditions, il n'y a pas de surproduction possible.

Ce régime est-il possible, avec ce qu'on sait de la nature humaine ?

Les difficultés sont nombreuses. Je n'en envisagerai qu'une, qui est de taille, sans être absolument incurable.

L'homme est un drôle d'animal. Il n'est ni complètement égoïste comme le vieux sanglier, ni donné à tous comme l'abeille. Il n'a qu'un certain degré de solidarité.

Mais le point le plus grave est que sa faible solidarité *ne s'étend qu'à un groupe*, au groupe dont il estime « faire partie », et non au reste. Son organisation est tribale.

Les tribus sont devenues des nations sans supprimer le caractère parcellaire de l'organisation. « L'Europe des patries » est le contraire de « l'Europe ».

Or il est clair que le socialisme économique, le mode de production et de répartition des biens dont nous venons de voir le schéma théorique ne peut pas exister dans une communauté partielle. De deux choses l'une, en effet. Ou bien cette communauté partielle pratique le militarisme ; alors il n'y a pas de socialisme. Ou elle s'en abstient et se trouve appelée à disparaitre rapidement.

Le « socialisme dans un seul pays », inventé par les Russes est un monstre qui prouve qu'en pays russe il n'y a pas de socialisme. Tant qu'il n'y aura pas d'Internationale — et l'on n'en voit guère poindre ! — le Moloch du militarisme persistera, avec sa petite utilité et sa grande horreur.

Et l'on ne pourra pas parler de « socialisme », à moins de se réduire à une aspiration louable, mais modeste, dont la meilleure formule reste « BIEN-ETRE et LIBERTE ».

J. PERA.

Une politique internationale... de gauche !

Des personnalités jouissant d'une certaine autorité dans le public qui sympathise avec les idées de « gauche et d'extrême gauche », ont formulé leur opinion sur la politique internationale en des termes qui excluent tout examen, tout débat, toute controverse... On approuve solennellement la politique atlantique... ou plutôt anti-atlantique du général de Gaulle. On proclame que le peuple vietnamien est victime d'un véritable génocide, commis par les Etats-Unis. On parle de la libération du peuple vietnamien. On sonne le ralliement contre Johnson... « nouvel Hitler » ... Cette nouvelle « Union Sacrée » contre l'impérialisme yankee intervient dans tous les domaines et rappelle quelque peu le boycottage... « patriotique », pendant la guerre de 1914-1918, de la philosophie de Kant, de la musique de Wagner, des produits... Maggi... Ce n'est pas une plaisanterie. Le spirituel chroniqueur du **Monde**, M. Robert Escarpit comparait dernièrement la Rhodésie de Smith au XXe siècle à l'Amérique de Franklin au XVIIIe. Dans les deux cas, on réclame l'indépendance pour persécuter et exterminer impunément les indigènes (rouges et noirs). M. Escarpit, quoique professeur, n'a pas lu Voltaire. Puisqu'il cite la Pennsylvanie, il ignore sans doute, que William Penn, apôtre quaker, fondateur de la Pennsylvanie, a signé avec les chefs indiens, le premier traité qui ne fut « ni juré, ni violé » (Voltaire — *Lettres anglaises*).

La « gauche européenne », à laquelle adhèrent des militants socialistes et syndicalistes, va-t-elle, sans discussion, céder à cette « américanophobie », facilitée par l'amnésie des anciens et l'ignorance des jeunes ?

Si le débat s'ouvre largement et librement, nous entendons y participer, nous, qui tentons de voir l'avenir au-delà de préoccupations électorales et qui nous efforçons de penser en « internationalistes ».

Posons aujourd'hui, simplement des questions préalables :

1) — La politique gaulliste consacrerait notre indépendance nationale et nous libérerait de l'hégémonie « américaine », politique et économique.

Politique ? Quand et comment la politique française a-t-elle été soumise à la politique américaine ? En Indochine, en Algérie, nos nationalistes... de gauche ont-ils oublié les imprécations gaullistes contre les Américains qui ne s'associaient pas à l'action entreprise par les gouvernements français. Le socialiste... nationaliste Robert Lacoste ne faisait-il pas interdire au syndicaliste américain Irving Brown le territoire algérien ?

Sur le plan européen, ce qui est en cause — bien plus que des organisations militaires — c'est le sort de l'Allemagne. La politique russe n'a pas varié dans ses lignes fondamentales, il s'agit de séparer l'Allemagne de l'Occident. En soutenant le nationalisme gaulliste, on favorise la renaissance du nationalisme allemand, auquel on livre l'Allemagne de Bonn en désintégrant l'alliance atlantique. De Gaulle espère une nouvelle alliance franco-russe... Bien sûr... Il y eut aussi les accords Staline-Laval en 1935, suivis de 1935 à 1939, de la violente campagne des staliniens français contre l'Allemagne hitlérienne... enfin l'accord Staline-Hitler... Edifiante histoire !

Sur le plan économique ? S'agit-il des investissements américains ? D'éminents spécialistes ont prouvé que cette « américanisation » (au reste fort limitée) favorisait le progrès technique. Restons dans notre domaine propre. Pour nous un seul critérium : Les ouvriers français salariés d'industriels ou de services américains subissent-ils des conditions matérielles et morales inférieures à celles des ouvriers français salariés d'industriels ou de services français ?

2) — Peut-on dire qu'au Vietnam, seule la politique américaine soit responsable de la guerre ? Il ne s'agit pas de jugement sur la situation actuelle : il faut remonter plus loin. Est-il vrai que la Commisison Internationale de Contrôle, par deux voix contre une (un Canadien et un Indien contre un Polonais) a établi au contraire la culpabilité du Vietnam du Nord dans la persistance de l'état de guerre ?

C'est bien — conformément à la Charte des Nations Unies — le gouvernement du Vietnam du Sud qui a appelé les Américains. Mais il ne représentait rien... ? C'est possible, probable même... Mais qui nous prouve que Ho Chi Minh représente le peuple vietnamien ? Des observateurs scrupuleux et... « objectifs » l'affirment. Les mêmes sans doute qui témoignaient de l'amour du peuple allemand pour Hitler... de l'amour du peuple soviétique pour Staline... et pour Khrouchtchev !

Le gouvernement du Sud-Vietnam acceptait en 1958 de sélections dans tout le pays, sous réserve qu'il y aurait **libre confrontation** des idées, des programmes et des partis.

Un souvenir encore, pour les intellectuels, si sensibles aux malheurs du Vietnam... parmi lesquels, certains en 1956, refusaient de signer des appels pour le peuple hongrois.

Il y a l'agression directe. Il y a aussi l'agression indirecte, c'est-à-dire l'action menée de l'intérieur, téléguidée de l'extérieur. Ne haussez pas les épaules. Staline et Molotov en 1939 réclamaient une intervention des puissances démocratiques contre cette forme d'agression. Ce fut même là, d'après les « historiens » soviétiques, une des causes de l'échec des négociations avec la France et la Grande-Bretagne...

On nous dira que la plus grande partie du pays est aux mains du Vietcong... Peut-être... le droit de l'occupant. Que ne l'avez-vous reconnu aux occupants de la France en 1940-1944... aux occupants de la Chine de 1927 à 1945 ?

Il est normal et salutaire que des pacifistes interviennent pour réclamer le « Cessez le Feu ». Même si l'on doit aboutir à une solution bâtarde, tout vaut mieux que le prolongement des combats.

Mais traiter de génocide, l'action américaine, c'est céder un peu trop à la passion. Et de lire le nom de David Rousset, qui mena de si courageuses campagnes contre le... concentrationnisme totalitaire et... le totalitarisme soviétique et chinois, nous oblige à lui poser la question. Dans ses dossiers, a-t-il trouvé des documents incriminant les Américains pour des crimes analogues à l'extermination des Juifs par Hitler, des minorités allogènes par Staline, des Tibétains par Mao tsé-Toung ?

Quant au socialisme... représenté par les dictateurs... c'est **une autre** histoire, qui appellerait encore d'amples débats.

Roger HAGNAUER.

Méfiez-vous de celui qui vient mettre de l'ordre ; ordonner, c'est toujours se rendre le maître des autres en les gênant.

DIDEROT.

POUR UNE SOLUTION DE LIBERTE AU VIETNAM

A titre de documentation et pour contribuer à l'édification des militants ouvriers sur la situation politique et militaire au Vietnam, nous publions ci-dessous un « commentaire sur quelques questions fréquemment posées à propos du Vietnam ».

C'est le texte complet d'une conférence de presse tenue à Paris, le 1er juillet, par Thich Nhat Hanh. *Celui-ci est un leader bouddhiste qui fut professeur aux Etats-Unis, à l'université de Yale, et qui dirige l'Institut d'Etudes Sociales de Saïgon. C'est aussi un grand poète vietnamien dont les œuvres ont eu l'honneur d'être saisies par* « *le gouvernement* » *de Saïgon.*

1 — Ce serait une erreur d'interpréter la tension qui existe entre le gouvernement Ky et les bouddhistes comme l'expression d'une lutte pour le pouvoir entre deux factions au sein de la société vietnamienne. L'action des bouddhistes représente le point culminant d'un sentiment croissant de frustration et de désespoir de la part du peuple vietnamien à la suite de vingt années de guerre dont il ne voit pas la fin. Cette action représente la mobilisation des forces nationalistes qui ne font pas partie du Front de Libération, contre un gouvernement qui apparait seulement comme un prolongement de la politique étrangère américaine. L'objectif immédiat de cette action est l'établissement d'un gouvernement civil et indépendant ; son motif est un intense désir de paix ; le critère de l'indépendance d'un gouvernement réside dans sa liberté de prendre ses propres décisions au sujet de la guerre et de la paix. Les bouddhistes ne cherchent pas le pouvoir politique pour eux-mêmes mais travaillent pour un gouvernement civil dans lequel tous les groupes religieux participeront.

2 — De même c'est une erreur de mettre en parallèle les manifestations dirigées par des bouddhistes contre Ky, contre les Etats-Unis et contre la guerre, et quelques contre-manifestations que l'on décrit comme « catholiques ». Les manifestations antigouvernementales bien que dirigées par les bouddhistes comprennent des Vietnamiens appartenant à toutes les religions. Le fait que les bouddhistes sont les plus nombreux au Vietnam et que le bouddhisme est largement identifié avec le nationalisme a mis les bouddhistes au centre de cette expression du sentiment national.

3 — Les catholiques sont généralement représentés par la presse comme étant antibouddhistes et anticommunistes. On m'a demandé s'il était possible que les bouddhistes et les catholiques travaillent ensemble pour la paix et pour l'établissement d'un gouvernement stable et si la peur et la haine du communisme chez les catholiques sont aussi grands qu'on le dit. Il y a plusieurs choses à répondre à cela.

Dans les villes où se trouve la plus grande partie des dirigeants religieux, la situation est la plus complexe. Beaucoup de dirigeants catholiques viennent du Nord-Vietnam et sont animés par des sentiments anticommunistes très violents. Ils se sont identifiés si complètement avec les Etats-Unis qu'ils se sont en grande partie séparés du peuple. Mais d'autres catholiques, de jeunes prêtres et des laïcs sont également opposés au communisme mais ne pensent pas qu'on puisse le combattre efficacement par des moyens militaires. Tout comme les jeunes bouddhistes, ils cherchent à faire face aux véritables problèmes du Vietnam : à la tâche de paix et de reconstruction matérielle et sociale, sachant que c'est là la véritable manière de s'opposer à toute influence étrangère.

4 — Les communistes proprement dits constituent seulement une faible fraction du Front National de Libération bien qu'il soit possible qu'ils en dominent la direction. L'influence du FNL sur les paysans ne vient pas de ce que ceux-ci sont communistes mais de l'affirmation constante par le Front qu'il se bat exclusivement contre l'impérialisme américain et ses « laquais » sud-vietnamiens. Les 90 % de la population vietnamienne constitués par des paysans ne parlent que le vietnamien et ne voient pas de différence entre les motivations des Français hier et des Américains aujourd'hui. Ils voient des Occidentaux de race blanche, et plus d'Américains qu'ils n'ont jamais vu de Français, qui occupent leur pays, qui contrôlent leurs politiciens, qui bombardent leurs villages et tuent leurs habitants. Même ceux qui arrivent à admettre la prétention des Américains de les défendre contre l'agression d'autres Vietnamiens trouvent cet argument beaucoup moins convaincant que ceux du FNL. Tous les jours, à mesure que la guerre continue, le Front gagne davantage le soutien des paysans.

5 — L'élément essentiel de la guerre n'est donc pas militaire mais psychologique. Les Etats-Unis, qui sont la plus puissante nation sur terre, peuvent probablement gagner une victoire militaire mais seulement au prix de la destruction de tout le pays et de son peuple. Le chemin menant à ce genre de victoire leur ferait perdre toute trace de soutien populaire.

Si par contre les Etats-Unis se décidaient à chercher vraiment la paix, le montraient de façon évidente et s'engageaient à s'en aller une fois la paix établie, le Front National de Libération perdrait une grande partie de ses arguments. Si les Etats-Unis faisaient des efforts énergiques et sincères pour mettre fin à la guerre et que le Front était assez peu raisonnable pour tenter de la poursuivre, les paysans qui ont un désir passionné de voir la guerre se terminer, se tourneraient certainement contre le Front. Le Front est conscient de cela, c'est pourquoi il ne pourrait pas refuser de se montrer coopératif si les Etats-Unis faisaient un effort réel en direction de la paix.

6 — Les paysans en ont assez de la guerre et leur intérêt pour ce qu'on appelle « la démocratie » et « la liberté » sont faibles comparés à leur intérêt pour leur propre survie. Presque aucun d'entre eux n'est favorable au gouvernement Ky, une minorité seulement sont activement favorables au Front. Ces derniers ne sont pas tant poussés par l'attachement au communisme ou par la peur des méthodes de terreur (bien que la terreur soit utilisée des deux côtés) que par le fait qu'ils voient le Front comme la seule alternative au bloc Ky-Etats-Unis. L'intervention des Etats-Unis et la succession des gouvernements de coups d'Etat à Saïgon ont permis au Front de se présenter comme exerçant un quasi-monopole du nationalisme.

7 — La plupart des Vietnamiens sont soupçonneux des intentions américaines. Beaucoup d'entre eux pensent que les Etats-Unis s'intéressent au Vietnam essentiellement en tant que base contre la Chine. Ils n'admettent pas l'affirmation selon laquelle la guerre a été causée par une invasion venant du Nord-Vietnam. Ils citent comme les véritables causes de la guerre les violations par Diem et par les Etats-Unis des accords de Genève et la répression consécutive organisée par le régime Diem.

8 — Dans les villes du Sud-Vietnam il y a beaucoup de gens favorables à la guerre et à l'alliance entre Ky et les Etats-Unis. Ils se comportent ainsi parce qu'ils vivent littéralement de la guerre et des énormes sommes d'argent que déversent dans le pays les Etats-Unis et les troupes américaines. Ces mêmes personnes poussent des clameurs anticommunistes alors que beaucoup de gens réelle-

ment hostiles au communisme refusent aujourd'hui de se présenter comme tels parce que ce genre de déclaration est largement considéré comme signifiant que la personne considérée « reçoit des dollars ». Au Vietnam l'anticommunisme est devenu un commerce.

9 — La grande majorité des Sud-Vietnamiens est bouddhiste. Sans l'intervention militaire américaine et le soutien par les Américains des coups d'Etat des juntes militaires, les bouddhistes auraient une position politique très forte pour négocier avec le Front National de Libération. Il est bien probable que dans le Front il y a la même proportion de bouddhistes que dans l'ensemble de la population et pour la plupart d'entre eux, leur allégeance première serait envers le bouddhisme.

10 — Les bouddhistes n'acceptent pas l'argument selon lequel il n'y a pas d'autre choix que la victoire ou la reddition. Une autre possibilité serait offerte par la combinaison des initiatives suivantes : arrêt du bombardement au Nord et au Sud, arrêt de toute action militaire offensive des Etats-Unis, création d'un gouvernement indépendant et non militaire dans le Sud-Vietnam.

Comme il serait physiquement impossible de retirer immédiatement toutes les forces américaines, il ne serait pas politiquement réaliste d'émettre une telle proposition. Toutefois, un engagement solennel de retrait des troupes américaines à une date spécifiée au bout d'une période limitée, pourrait être appuyé et rendu probant par des initiatives américaines d'envergure significative en ce sens, La « pause » de 37 jours dans le bombardement du Nord-Vietnam, malgré toute la publicité faite à son sujet n'était pas un pas de ce genre, en particulier du fait qu'elle était accompagnée de l'arrivée de renforts américains. Même les Sud-Vietnamiens ne pensent pas que les Etats-Unis aient l'intention de se retirer, comment peut-on espérer que les Nord-Vietnamiens et le Front le croient ?

11 — Avec qui devrait-on ouvrir les négociations pour mettre fin à la guerre ? Nous partageons le sentiment de ceux qui disent que le Front devrait participer à toute négociation, puisqu'il participe à la guerre. Mais il devrait en être de même d'un gouvernement légitime, représentatif et indépendant du Sud-Vietnam. La négociation doit porter sur les difficultés du Vietnam, c'est aux Vietnamiens qu'il appartient de négocier.

12 — Que devraient être les initiatives d'envergure significative citées plus haut ? D'abord, l'arrêt des bombardements au Nord et au Sud. Ensuite, l'ordre aux troupes terrestres de ne s'engager dans aucune action offensive. Ensuite, un engagement sans ambiguïté de respect des accords de Genève, y compris une déclaration s'engageant purement et simplement au retrait des troupes et des bases au cours d'une période spécifiée : par exemple huit à dix mois.

Comment, demande-t-on, les Etats-Unis pourraient-ils « *se retirer avec honneur* » ? Qu'est-ce que l'honneur ? C'est la tradition américaine bien connue de respect de la démocratie et de l'autodétermination des peuples. Mais si cet honneur-là n'est pas respecté au Vietnam, l'honneur américain est mal servi. L'honneur américain ne souffrira pas de l'arrêt des bombardements et de l'arrêt de la mort des Vietnamiens. Cet honneur a été gravement atteint par le refus du Sud-Vietnam d'honorer par les accords de Genève. Le Nord-Vietnam et le Front ont des raisons valables de ne pas avoir confiance dans les Etats-Unis ; il faudra des actes significatifs, voire dramatiques pour vaincre cette méfiance.

13 — On me demande si je ne pense pas que les Nord-Vietnamiens devraient aussi retirer leurs troupes et pourquoi je ne leur adresse pas aussi un appel. Je pense bien entendu qu'ils devraient également se retirer. Je désire l'arrêt de la guerre et, à travers la déclaration largement publiée dans tous les pays au mois de janvier du Comité International de Conscience sur le Vietnam « **Ce sont nos frères que nous tuons** », j'ai déjà demandé au Nord-Vietnam et au Front National de Libération de prendre eux aussi leurs responsabilités concernant la cessation de la guerre. Mais il y a trois raisons pour lesquelles je n'ai pas mis l'accent sur cet appel au cours de mon voyage.

1° Je me suis adressé aux pays de l'Ouest et aux Etats-Unis, je ne pense pas que mes auditoires aient compris en général des personnes ayant une influence politique directe à Hanoï.

2° Beaucoup d'Occidentaux tentent de se débarrasser de tout sentiment de culpabilité à propos des actes des Etats-Unis au Vietnam en prétendant que les troupes américaines ne se trouvent là-bas qu'à cause de l'invasion en provenance du Nord-Vietnam. Or, cela n'est pas vrai, et mes amis des pays occidentaux ne devraient pas se réfugier derrière ce mythe. Il n'y a eu d'infiltration sérieuse en provenance du Nord que longtemps après que la domination des Etats-Unis sur le Sud-Vietnam soit devenue une réalité et que le gouvernement du Sud-Vietnam soutenu par les Etats-Unis ait refusé de mettre en œuvre les élections sur lesquelles on s'était mis d'accord. Il y a des troupes du Nord-Vietnam au Sud-Vietnam, et je désire leur départ, mais la principale raison de leur présence réside dans l'intervention américaine qui a eu lieu d'abord et qui ne cesse de croître.

3° Le Nord-Vietnam justifie la présence de ses troupes au Sud-Vietnam à l'aide de deux arguments : la violation de l'article des accords de Genève prévoyant des élections pour l'unification du pays, et la présence des troupes américaines. Or, le Nord-Vietnam et le Front National de Libération ne possèdent pas les moyens logistiques des Etats-Unis. Ils dépendent entièrement de l'aide des paysans du Sud-Vietnam. La façon la plus efficace d'amener les troupes du Nord-Vietnam à se retirer et de rendre la paix inévitable consiste à persuader les paysans du Sud-Vietnam qu'il y a pour eux un meilleur moyen de mettre fin à la guerre et d'assurer leur indépendance. Cela ne peut se faire qu'en rendant possible l'établissement d'un gouvernement du Sud-Vietnam indépendant, civil et représentatif, libre de prendre toutes les décisions nécessaires à la paix — et en démontrant la volonté des Etats-Unis de mettre fin à la guerre en arrêtant tout bombardement et toute action offensive terrestre, et en rendant public le calendrier de leur retrait complet.

THICH NHAT HANH.

AUTOGESTION ?

De l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, 15 mai :

« *BLIDA — Le dernier stage de chargés de gestion organisé par le ministère de l'Industrie et de l'Energie, qui a groupé pendant huit mois quarante-quatre élèves, a pris fin hier matin.*

« *La cérémonie de clôture s'est déroulée... etc.*

« *A cette occasion, M. Akrouf (secrétaire général du ministère de l'Industrie et de l'Energie) devait féliciter les stagiaires pour leur sérieux et leur a demandé d'employer ce même sérieux dans les entreprises autogérées* où ils seront affectés. *(C'est moi qui souligne.)*

« *...A son tour M. Bendali (secrétaire de l'Union régionale UGTA) devait rappeler aux futurs chargés de gestion que leur rôle est non seulement de* gérer une unité de production, *mais aussi de participer à la formation des travailleurs afin de les intéresser à la vie de leur entreprise...* »

Ainsi, d'après les déclarations officielles, les « chargés de gestion » sont affectés, par l'autorité, à des entreprises déjà autogérées (ou prétendues telles). Et leur rôle sera non seulement de *gérer* ces entreprises mais de faire effort pour que, dans chaque unité, les travailleurs autogérants *s'intéressent à la vie* de l'entreprise.

On ne comprend pas bien. Et l'on a peur qu'il en soit de l'« autogestion », en Algérie, comme il en fut des « soviets », en Russie. **J. P.**

A PROPOS D'UN FILM ET D'UN ESSAI

L'ESPAGNE ET LES ANARCHISTES

C'est une question de principe sur laquelle on ne revient pas que la solidarité avec le mouvement ouvrier espagnol en exil, comme à l'intérieur de l'Espagne. Dans la pratique, cette solidarité qui peut entrainer participation active, présente des difficultés, soulève des objections, provoque des divergences et même des affrontements. Nous en avons connus, qui ne sont pas résolus, au sujet notamment de *l'Alliance Syndicale Ouvrière*. Il ne semble pas que nous soyons les seuls à connaitre ces difficultés et ces heurts. Ils viennent de remous plus profonds qui agitent les organisations syndicalistes et anarchistes espagnoles. Je voudrais les aborder indirectement à propos d'un film de très grande valeur : « *La guerre est finie* », d'*Alain Resnais*, et aussi à propos d'un essai d'*Eric Hobsbawn :* « Primitive Rebels » dont une partie est parue dans la revue « *Preuves* » de mai 66, sous le titre « *Le millénarisme chez les anarchistes andalous* » (1).

Nous laisserons de côté aujourd'hui la qualité technique et artistique du film de Resnais ; je la juge admirable. Quant au fond, l'idée qui ressort de l'aventure de ce révolutionnaire professionnel espagnol est ambiguë ; le titre lui-même est ambigu. S'il veut dire que le combat contre le franquisme n'a plus de raison d'être, il est inacceptable. Mais il ne veut probablement pas dire cela. S'il signifie que ce combat demande maintenant des formes nouvelles, tenant compte des conditions intérieures d'aujourd'hui, des aspirations des jeunes générations ouvrières espagnoles pour qui la guerre civile est déjà de l'histoire, alors le film prend une valeur nouvelle, un intérêt puissant pour nous, syndicalistes, comme pour les anarchistes de l'exil.

Les personnages du film sont-ils des anarchistes ? Certainement pas. Sont-ils communistes ? C'est probable, encore que cela ne soit jamais dit explicitement. Mais leurs propos, leurs méthodes révèlent des militants grandis dans le sérail marxiste contemporain, plutôt que des hommes animés par le grand souffle de liberté des anarchistes. Si ce sont des communistes, ils sont idéalisés en tout cas, et l'action de leur parti, aussi, est idéalisée. Si bien que nous sentons battre leur cœur, surtout celui du protagoniste de l'action.

Donc, première ambiguïté : ce film peut donner à penser que l'action clandestine en Espagne est l'œuvre des seuls communistes. Or, nous savons qu'il n'en est rien. La répression franquiste en apporte chaque jour la preuve. Peut-être invoquera-t-on encore à ce propos la notion d'efficacité, si chère aux intellectuels ralliés, définitivement ou momentanément, à la révolution ? Même de ce point de vue, nous accepterions le défi, car il y a efficacité et efficacité. On confond facilement puissance en moyens divers, en argent, ce qui entraine souvent la puissance en hommes, avec force sociale réelle ; de même qu'on confond prise du pouvoir par un parti de révolutionnaires professionnels avec révolution prolétarienne.

Deux scènes du film sont particulièrement saisissantes et significatives : celle du petit comité où Diego, l'homme plongé dans l'action réelle, se trouve en face du « caïd » porteur des directives des grands bureaux. Malgré les oppositions, on pourrait croire à une amitié profonde entre les deux hommes, mais tandis qu'il serre Diego sur son cœur le chef anonyme le suspecte déjà et met en branle contre lui sa police spéciale. Une autre scène caractéristique : Diego face aux étudiants « révolutionnaires » qui veulent lui apprendre, à lui dont la vie n'est qu'un risque quotidien, comment il faut faire pour ne pas être « à la remorque de la bourgeoisie » !

Nous retombons dans l'ambiguïté quand, à la fin, tout le monde se suspecte et est suspect, quand on ne sait même plus si l'amante qui vous prodigue toutes les marques de l'adoration ne va pas jouer contre vous le rôle de l'espionne, si elle ne va pas vous trahir elle aussi. Ah oui ! cette guerre-là devrait être finie, pour que le combat des ouvriers espagnols contre leurs exploiteurs et leurs tyrans retrouve sa pureté et son efficacité réelle !

Dans son étude de la revue « *Preuves* », Eric Hobsbawn nous parle des bases économico-sociales de l'anarchisme en Andalousie, des *pueblos de braceros*, c'est-à-dire des agglomérations de journaliers agricoles dans les grandes propriétés foncières. « Les apôtres anarchistes » y trouvaient un terrain éminemment favorable, économiquement, psychologiquement, sentimentalement. Ils laissaient derrière eux des « obreros conscientes », à leur tour propagandistes et organisateurs. Dès les premières années du vingtième siècle, la province de Cadix était périodiquement agitée de grèves générales quasi-mystiques où l'on partait d'abord pour la libération générale et où l'on précisait ensuite quelquefois les objectifs revendicatifs de la grève. Avant 1900, le syndicat avait conquis cette région et les filles chantaient :

Toutes les jolies filles
L'ont écrit au mur de leur chambre,
En lettres d'or qui disent :
Je donnerai ma vie pour un syndicaliste.

Singulièrement attachant et émouvant, cet anarchisme agraire espagnol ! « *Ses qualités*, écrit l'auteur, *tiennent au fait qu'il exprimait les véritables sentiments de la paysannerie, plus fidèlement peut-être et avec plus de sensibilité qu'aucun autre mouvement social moderne... Mais ses lacunes étaient énormes...* » L'anarcho-syndicalisme va transcender ce révolutionnarisme spontané. Eric Hobsbawm reconnait qu'il implique « une direction et une politique syndicales », qu'il représente « un progrès vers l'organisation méthodique, la stratégie et la tactique... » Cela ne suffit pas, pour lui, à donner un avenir à l'anarchisme espagnol. Avec des hésitations, il écrit : « *Il est peut-être exact... que depuis la guerre civile l'anarchisme a cessé de jouer un rôle actif, le peu d'activité illégale qui subsiste étant surtout le fait des communistes, si faibles auparavant.* » Nous retrouvons là une des idées *a priori* du film « La guerre est finie », une hypothèse qui n'est que le fruit de la propagande exclusiviste des communistes de stricte obédience.

C'est pourtant sans hésitation que l'auteur de cet essai sur les anarchistes espagnols conclut : « *... l'histoire de l'anarchisme est celle d'un échec total. A moins que des bouleversements historiques imprévisibles ne se produisent, il ira rejoindre les anabaptistes et autres prophètes qui n'étaient pourtant pas dépourvus d'armes, mais qui, ne sachant pas s'en servir, furent écrasés à jamais.* »

Eric Hobsbawm perd toute prudence au moment où elle s'imposait le plus. D'abord, pour parler d'échec total, il faudrait envisager non pas les buts que l'on attribue soi-même aux « apôtres anarchistes », mais ceux qu'ils se donnaient réellement, en repoussant justement le service de certaines armes. Et puis, même sans considérer « les bouleversements historiques imprévisibles », il faut savoir discerner au sein même des sociétés industrielles, y compris celles qui sont issues d'une révolution socialiste, les courants libertaires irrépressibles. A mon sens, ceux qui ont vraiment compris « la dialectique » de l'histoire, diront peut-être que l'anarchisme primitif est dépassé. Mais ils diront surtout que l'avenir est largement ouvert pour les idées d'affranchissement individuel, de liberté et d'autonomie pour les groupements unitaires, pour la coopérative et pour la commune. L'avenir est à la synthèse des courants qui, dès l'origine, traversèrent l'Internationale ouvrière. Il est des communistes autoritaires qui ne veulent pas l'admettre, bien que cela apparaitrait sous leurs yeux s'ils les ouvraient enfin. Malheureusement, il est aussi des anarchistes qui refusent de le comprendre. La libération prochaine de l'Espagne aidera-t-elle à les convaincre ?

R. G.

(1) La traduction française de cet ouvrage paraîtra prochainement chez Fayard.

CHAPITRE III

PASSAGE DE LA CONCURRENCE AU MONOPOLE

Grâce aux sociétés anonymes, la concentration du capital s'est poursuivie avec plus de rapidité encore. En effet, si « le mouvement de concentration technique, écrit M. Stalder (1), qui s'est amorcé au début du siècle dernier peut revendiquer la paternité de la société anonyme, une fois inventée, la société anonyme a joué le rôle d'accélérateur de ce même mouvement de concentration vers les entreprises géantes... » En mobilisant, par les actions, les capitaux trop petits pour s'investir individuellement et en mobilisant, par les obligations, l'épargne individuelle qui autrement serait restée stérile, les sociétés anonymes ont créé de gigantesques entreprises inconcevables à l'échelle personnelle ou familiale. Mais une entreprise ne peut pas s'agrandir indéfiniment. Certes le niveau de son agrandissement varie d'une industrie à l'autre, d'une technique à l'autre, mais dans chaque cas il y a un niveau optimum au-delà duquel elle ne peut aller sous peine de voir ses coûts de production augmenter et ses rendements décroître. Aussi, lorsque ce niveau optimum est atteint, l'entreprise, pour continuer à grandir, doit essaimer, c'est-à-dire qu'elle doit créer des succursales. Or créer des succursales pour une société par actions est chose facile étant donné que les fonctions dirigeantes, c'est-à-dire la gestion, ne dépendent pas d'un patron, mais sont assurées par des salariés. D'autre part, la durée de la vie d'une société étant pratiquement illimitée, en tout cas indépendante de la vie humaine, elle peut plus facilement s'engager dans de telles créations qu'un particulier. Naturellement, ces succursales ne se créent pas à côté de l'entreprise-mère, mais dans d'autres régions, cela d'autant plus qu'avec le développement du marché il est moins coûteux de construire de nouvelles entreprises près des débouchés ou des sources de matières premières selon le cas plutôt que de transporter très loin la production. (2) Grâce à ces succursales ou filiales, une société anonyme peut atteindre des dimensions gigantesques que ne limitent plus que les possibilités d'absorption du marché.

Parallèlement à la création de succursales, les sociétés anonymes ont une autre possibilité pour poursuivre leur expansion : c'est la pénétration dans d'autres sociétés. Puisque les actions de toute société anonyme se vendent en Bourse et que la société anonyme possède la personnalité juridique, elle peut en tant que telle acheter des actions comme n'importe quel individu. Une société, qui ne veut pas investir ses profits non distribués dans une nouvelle création d'entreprise, peut très bien les consacrer à l'achat d'actions d'autres sociétés dans lesquelles elle voudrait pénétrer. Cet achat peut aussi se faire dans le seul but de placement, mais généralement il se fait en vue de pénétrer dans une autre société et d'essayer de la contrôler, sinon de la dominer. Cela se produit surtout lorsque ces autres sociétés se situent dans le même secteur d'activité ou dans un secteur complémentaire. La participation d'une société anonyme dans une autre peut se faire dans une intention de domination ou pour réaliser une association. Parfois ces participations se terminent par des fusions, mais elles peuvent aussi se perpétuer sans qu'il y ait fusion. Il peut aussi y avoir des participations mutuelles, c'est-à-dire que deux ou plusieurs sociétés anonymes achètent réciproquement des actions des unes et des autres. C'est notamment le cas lorsqu'il y a association, lorsque deux ou plusieurs sociétés anonymes se groupent. Il se produit ainsi une véritable imbrication entre plusieurs sociétés anonymes dont les intérêts deviennent alors communs. A ce moment-là, ces sociétés ne cherchent plus à se faire concurrence, ce qui serait désastreux pour elles toutes, mais à s'entendre sur leur production respective, sur le partage du marché et sur les prix de vente.

L'interpénétrtion des sociétés par actions crée ainsi une communauté d'intérêts qui les pousse à s'entendre au lieu de se combattre. En effet, la concurrence devient dangereuse à partir d'un certain degré de développement des forces productives, c'est-à-dire d'accumulation du capital.

Nous avons vu, dans l'étude du mécanisme de l'économie capitaliste, que le taux de profit tend à baisser au fur et à mesure que la composition organique du capital augmente, c'est-à-dire que la partie du capital investie en moyens de travail s'accroît par rapport à celle investie en salaires. Or les sociétés anonymes, en accélérant la concentration du capital accentuent ce phénomène et, par conséquent, la baisse du taux de profit. (4) Mais la loi de la baisse tendantielle du taux de profit ne joue que dans la mesure où la concurrence empêche de vendre la production au-dessus de sa valeur. S'il est possible de vendre la production au-dessus de sa valeur, alors la baisse du taux de profit se trouve compensée par la hausse des prix. Mais pour qu'il puisse y avoir une hausse des prix au-dessus de la valeur, il faut que cesse la concurrence. Il y a donc là une raison capitale qui pousse les sociétés anonymes à s'entendre pour éliminer la concurrence. Il y en a encore une autre : le désastre des fluctuations économiques.

Nous avons vu comment la société capitaliste est secouée par des crises périodiques de surproduction qui provoquent une chute brutale des prix et un recul de la production. Or, plus il y a accumulation du capital, plus les crises sont désastreuses pour l'entreprise. En effet, dans la mesure où la partie du capital investie en moyens de travail considérable, tout ralentissement de l'activité entraîne des pertes terribles ; toute baisse des prix se traduit par une baisse plus que proportionnelle du taux du profit, et plus ce taux du profit est bas, plus il aboutit très vite à une perte.

---

(1) André Stalder : « Au-delà du capitalisme, du collectivisme et du dirigisme », Lausanne 1949 (p. 67).

(2) « Le coût et les inconvénients de l'approvisionnement à longue distance ou de la distribution à une clientèle lointaine incitent les producteurs à se rapprocher des sources et des marchés... » (E.M. Hoover : « La Localisation des activités économiques », Paris 1948, p. 35).

(4) « Ainsi en 1844, le total du capital investi dans les filatures en coton et en machines était estimé à environ deux fois les salaires annuels ; en 1890 à cinq fois les salaires » (Sir William Ashley : « The economic organisation of England », Londres 1935.

Illustrons cela par un exemple hypothétique :

Supposons, à deux époques différentes, un capital de 100 investi. Dans la première époque, ce capital se répartit en 20 investis en moyens de travail et 80 en salaires. Tout le capital faisant une rotation dans l'année et le taux de profit étant de 20 %, le prix de la production sera de 120. Dans la deuxième époque, ce capital se réparti en 80 investis en moyens de travail et 20 en salaires. Tout le capital faisant une rotation et le taux du profit étant de 5 %, le prix de la production sera de 105. Il est facile de voir que dans le premier cas, il faut une baisse des prix supérieure à 20 % pour qu'il y ait perte, alors que dans le second une baisse supérieure à 5 % suffit. D'autre part, dans le premier cas, l'arrêt de la production immobilise des moyens de travail qui représentent 20 % du capital total, tandis que dans le second les moyens de travail immobilisés représentent 80 % du capital total.

On comprend dès lors que l'élimination des fluctuations économiques devienne une question très importante pour les grandes sociétés anonymes, ce qu'elles ne peuvent faire que par une entente.

Il y a donc trois raisons majeures pour les sociétés anonymes à s'orienter vers les ententes en vue de dominer la production et les marchés : d'abord le fait que l'interpénétration des capitaux par le jeu de la possession mutuelle des actions crée un intérêt commun ; ensuite la nécessité de supprimer la concurrence afin de maintenir les prix suffisamment élevés pour compenser la baisse du taux de profit ; enfin la nécessité d'éviter les fluctuations économiques qui sont d'autant plus désastreuses que le capital investi en moyens de travail, surtout en capital fixe, est grand.

Débarrassées de tout caractère personnel, les sociétés par actions pouvaient s'engager dans la voie des ententes avec la plus grande facilité.

Il y a de nombreuses formes d'entente qui varient selon les pays, les industries ou les époques (6). La plus élémentaire est le « gentlemen's agreement », qui est « un accord volontaire entre producteurs pour ne pas vendre au-dessus de certains prix ou dans certaines régions ». On trouve aussi des associations réglant les prix, dont la structure est plus formelle et plus efficace que les « gentlemen's agreements ». Le pool, qui « prévoit une répartition effective du marché et des cotes-parts précises pour chaque producteur », est déjà une forme d'entente plus accentuée que les précédentes. Les syndicats d'achat ou de vente, les comptoirs de vente sont des formes d'entente plus accusées encore et plus durables, « Les entreprises qui y participent, écrit Ernest Mandel, conservent leur indépendance, mais elles sont liées par des contrats mutuels à plus ou moins long terme, elles constituent des sociétés communes pour vendre ou acheter et doivent souvent encaisser de lourdes amendes si elles violent les accords. » (7) Cela est surtout le cas des cartels, qui sont une forme plus perfectionnée d'entente. « L'objet de l'accord des entreprises cartellisées, écrit Gaëtan Pirou (8), peut varier d'un cartel à l'autre et la discipline commune des entreprises adhérentes ne joue que sur cet objectif : quantité à produire, prix à pratiquer, secteur de vente, achat de matières premières. » Il y a plusieurs formes de cartels : le cartel à bureau de vente ,dans lequel toutes les entreprises cartellisées ne vendent pas individuellement leur production mais la vendent à travers le bureau de vente du cartel et à un prix commun ; le cartel de comptabilité, qui impose à toutes les entreprises adhérentes de tenir leur comptabilité selon les règles communes et de ne pas vendre au-dessous du prix de revient. « Le cartel implique le monopole, précise Pirou. Il ne peut pas réussir... quand il n'englobe pas la très grande majorité de la branche considérée. » (8)

Le konzern est une forme d'entente qui réunit plusieurs entreprises sous une même direction par le jeu des participations. A l'origine, il ne concernait que des entreprises effectuant une même production, mais par la suite il est devenu une véritable société de participation groupant des entreprises de diverses industries. Certains konzern s'apparentent aux holdings. Un holding est une société qui n'a pas une activité industrielle ou commerciale propre. Elle détient des actions d'autres sociétés et exerce, de ce fait, des droits de participation à la gestion. Les holdings peuvent prendre les noms les plus divers : sociétés de participation, sociétés d'investissements ou simplement banques d'affaires. En effet, les banques d'affaires ne sont rien d'autre que des sociétés qui réunissent des capitaux sous forme d'actions de la banque qu'elles investissent ensuite dans des activités qu'elles contrôlent ou dirigent.

Toutefois les banques ont une activité plus large que les holdings et ne disposent pas que des capitaux de leurs actionnaires. Les banques se distinguent des holdings en ce sens que leur fonction n'est pas uniquement d'acheter des actions d'entreprises diverses et de s'assurer ainsi un contrôle sur ces entreprises. Les banques ont d'autres fonctions. D'abord elles reçoivent en dépôt les fonds des particuliers et des entreprises, dépôts à vue ou à terme, sans que ceux-ci soient obligés d'être actionnaires de la banque dans laquelle ils déposent leur argent. Ensuite, elles se chargent de toute une série d'opérations financières pour le compte de leurs clients et pratiquent le crédit à court et à long terme. Par cette dernière opération, elles commencent à s'assurer un droit de regard sur l'entreprise qui fait appel au crédit bancaire. Cependant, disposant d'énormes capitaux grâce aux dépôts de leurs clients, les banques peuvent se constituer un portefeuille d'actions et, par là, pénétrer dans les entreprises.

« Au fur et à mesure que les opérations bancaires se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissement, écrivait Lénine en 1916 (9), les banques se transforment et, d'intermédiaires modestes, deviennent de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité su capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons ,ainsi que la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné ou de plusieurs pays. Cette transformation de nombreux intermédiaires modestes en une poignée de monopoleurs constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste... »

Les banques jouent donc un rôle extrêmement important dans le processus de concentration du capital. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Le trust est la forme la plus achevée de l'entente, car il constitue une fusion de fait, sinon de droit, d'entreprises. Celles-ci sont placées sous une direction unique. Il y a trois sortes de trusts : les trusts horizontaux qui groupent des entreprises ayant la même production ; les trusts verticaux unissant les entreprises ayant des produc-

(6) On trouvera dans le « Traité d'économie marxiste » d'Ernest Mandel (Paris 1962) t. II, pp. 18 et suivantes, de précieux détails sur les diverses ententes.

(7) Ernest Mandel, ouvrage cité, t. II, p. 19.

(8) Gaëtan Pirou : « Economie libérale, économie dirigée », Paris 1946, t. II, p. 26.

(9) Lénine : « L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme », d'après E. Varga et L. Mendesohn : « Données complémentaires à l'impérialisme de Lénine », Paris 1950, p. 88.

tions complémentaires, par exemple les mines de fer, la sidérurgie et l'industrie mécanique ; enfin les trusts qui groupent des entreprises d'activités différentes.

Les ententes possibles sont donc très variées et varient de fait. Mais quelle que soit leur forme, leur but est de dominer la production et le marché afin de garantir le profit. « Dans les cinquante dernières années, écrit Gaëtan Pirou (11), sont apparus et se sont multipliés en tous pays, sous des noms divers, des accords entre les producteurs tendant à éliminer plus ou moins complètement la lutte concurrentielle... Devenus maîtres du marché grâce à une telle entente, ils (les capitalistes) s'efforceront naturellement de profiter d'une telle maîtrise conformément à leurs intérêts communs. C'est dire que l'entente conduira, quasi-totalement, à restreindre la production, à discipliner la vente, à comprimer les prix de revient, à hausser les prix de vente, ces divers procédés étant pratiqués alternativement ou simultanément en visant tous au même but : porter au maximum le bénéfice net que laisse l'entreprise... »

La conséquence des ententes est évidemment de créer des monopoles de fait dans des secteurs de plus en plus nombreux de l'activité économique. Ernest Mandel reproduit en tableau des statistiques desquelles il ressort qu'en 1947 aux Etats-Unis dans dix industries une seule entreprise produisait 50 % ou plus de la production. Dans les extincteurs d'incendie et les films pour amateurs ce pourcentage était de 85 %. Dans huit industries, deux entreprises produisaient 66 % ou plus de la production. Ce pourcentage était de 85 % pour le gaz industriel. Dans dix-sept industries, trois entreprises produisaient à elles seules 66 % ou plus de la production. Ce pourcentage atteignait 92 % pour les lieuses agricoles et 90 % pour le fil de coton de ménage. En Angleterre en 1935, dans 27 industries, trois entreprises produisaient ensemble 76 % ou plus de la production. Ce pourcentage étant de 100 % pour les explosifs. Le zinc, le nickel et alliages et pour le lithophone. En outre, 118 articles étaient fabriqués par une ou deux entreprises seulement (12).

De son côté, M. J. Steindl écrit qu'aux Etats-Unis « le groupe du tabac est dominé par les cigarettes dont 90 % sont produites par les quatre plus grands producteurs. Le groupe des transports, y compris l'industrie des automobiles, est dominé par les quatre plus grandes firmes avec 87 % de la production. Le groupe du caoutchouc est dominé par les pneus dont environ 80 % sont produits par les quatre plus grandes firmes. Dans les opérations de fonte et d'affinage du cuivre, trois trusts contrôlent 80 % de la production. La même chose est vraie pour une grande partie de la production des métaux non ferreux. La concentration atteint 76 % de la production pour les quatre grandes firmes de l'aluminium et 90 % pour les plaques et feuilles de cuivre. » (13)

Voici un tableau relatif aux organismes centralisateurs aux Etats-Unis que nous empruntons à M. Houssiaux (14). A sa lecture on peut constater que 5.625 organismes centralisateurs, représentant 2,9 % de l'ensemble des entreprises, occupaient 51,1 % des salariés de ces industries et produisaient 55,5 % de la production.

ORGANISMES CENTRALISATEURS AUX ETATS-UNIS
(après la deuxième guerre mondiale)

INDUSTRIES	Organismes centralisateurs	% des entreprises contrôlées	% des organismes centralisateurs	% des salariés employés	% de la production totale
Produits alimentaires	1.660	19,0	3,5	47,9	52,3
Textile	810	13,1	13,5	41,9	39,1
Industrie du bois	636	14,0	2,05	33,4	35,3
Papier-carton	193	31,4	5,9	55,0	59,9
Imprimerie-édition	232	4,0	0,8	21,0	23,8
Industrie chimique	389	31,6	5,5	71,5	70,3
Pétrole et charbon	66	48,3	8,3	90,0	86,7
Caoutchouc	30	23,0	1,9	68,2	71,1
Industrie du cuir	127	15,0	3,6	43,5	45,6
Verre, industries extractives	343	21,8	5,3	54,3	63,3
Métallurgie générale	336	18,2	1,4	64,0	67,8
Métaux non ferreux	94	8,9	1,5	49,1	54,0
Construction mécanique	393	14,4	3,3	54,4	56,3
Matériel de transport	91	23,6	3,7	79,7	82,0
Industries diverses	225	8,5	1,5	40,6	49,9
Total et moyennes	5.625	15,4	2,9	51,1	55,5

Le développement des monopoles a commencé dès la fin du siècle dernier. Aux Etats-Unis, d'après M. Houssiaux (15), dès 1904 il y avait 318 trusts englobant 5.288 établissements. Sur ces 318 trusts, 23 s'étaient constitués dans la période 1887-1890, 38 dans la période 1890-1896 et 257 entre 1897 et 1904. En Allemagne, d'après Varga et Mendelsohn (16), quatre cartels se sont constitués en 1865, 70 en 1887, 250 en 1896 et 385 en 1905. En 1930, il y avait 2.100 cartels.

Nous pourrions multiplier les statistiques. A quoi bon ! Cette concentration de la production et des échanges entre les mains d'organismes monopolisateurs est une chose que personne ne conteste plus aujourd'hui. Cette transformation de la libre concurrence en monopole est un phénomène qui n'a pas échappé aux économistes du tournant du siècle. C'est ainsi que dès le début de ce siècle un économiste américain John A. Hobson y consacrait un ouvrage (17) où il notait que :

« L'intensité de la concurrence sous le capitalisme développé, lorsque quelques grandes entreprises trouvent des difficultés croissantes à disposer de la totalité de leur capacité de production à un

(11) Gaëtan Pirou : « Economie libérale, économie dirigée », t. II, pp. 18-19.

(12) Ernest Mandel : « Traité d'économie marxiste », t. II, pp. 20-23.

(13) J. Steindl : « Maturity and stagnation in american capitalism », Oxford 1952, (p. 78).

(14) Jacques Houssiaux : « Le Pouvoir de monopoie », Paris 1958 (p. 108).

(15) Jacques Houssiaux, ouvrage cité, p. 326.

(16) E. Varga et Mendelsohn, ouvrage cité, p. 57.

(17) John A. Hobson : « The evolution of modern capitalism », New York 1917 (nouvelle édition), p. 169.

prix profitable, conduit les concurrents à rechercher quelque arrangement entre eux qui limite la sévérité de la lutte ».

En effet, cherchant à dominer la production et le marché afin d'éliminer la concurrence et les fluctuations économiques et sauvegarder ainsi leur profit, les ententes conduisent nécessairement au monopole. De ce fait, le capitalisme concurrentiel, caractérisé par une multitude d'entreprises individuelles en lutte les unes contre les autres, fait place à un capitalisme de monopoles où un petit nombre de grands organismes monopolise la production et le marché. Or le but des monopoles est, en définitive, d'imposer aux consommateurs un prix jugé suffisamment rentable pour le monopole. Ce prix peut, évidemment, être inférieur à celui de la concurrence. En effet « il se peut que la réalisation d'un monopole rende possible une substantielle compression du prix de revient. Et dès lors, il n'est pas exclu que le prix, dans l'hypothèse du monopole, quoique sensiblement supérieur au coût de monopole, arrive à être inférieur au prix de concurrence. » (18) Autrement dit, bien que vendant moins cher que la concurrence, le monopole vend au-dessus de la valeur de la production. Or, comme nous l'avons démontré dans la première partie de cet ouvrage en étudiant le mécanisme de l'économie capitaliste, la vente au-dessus de la valeur crée un déséquilibre qui va en s'aggravant pour aboutir à une crise. Avec le monopole, nous le verrons, ce déséquilibre se traduit par une inflation chronique.

(A suivre).

P. RIMBERT.

---

(18) Gaëtan Pirou : « Economie libérale et économie dirigée », t. II, p. 41.

A travers les LIVRES

NI DIEU, NI MAITRE

Anthologie historique du mouvement anarchiste réalisée par l'équipe des Editions de Delphes (25, rue des Boulangers, Paris-5e) avec la collaboration de Daniel GUERIN.

Il s'agit d'un fort livre de plus de 600 pages, relié et brillamment composé et illustré.

Dans l'introduction qui s'intitule « *Un procès en réhabilitation* » Daniel Guérin écrit : « *Les textes que nous avons rassemblés étaient ou inédits, ou introuvables, ou maintenus dans l'ombre par une conspiration du silence. Nous les avons choisis, soit en raison de leur rareté, soit en raison de leur intérêt : intérêt double, provenant de la richesse de leur contenu ou de l'éclat exceptionnel de leur forme.* »

Réhabilitation, le mot est peut-être trop fort ; revision serait plus juste ; je veux dire que je l'accepterais mieux. Un procès en revision, voilà qui me plairait. Car je suis un revisionniste ; non pas un revisionniste honteux, mais un revisionniste avoué, proclamé ; prêt, par conséquent, pour la condamnation et le couperet. Mais le révisionnisme ne doit pas être unilatéral. Me voilà déjà parti loin du livre de Guérin ! Peut-être pas. Ne seraitce pas un de ses mérites que de faire ainsi divaguer quelqu'un qui, comme moi, a commencé à sucer un tout autre lait que l'anarchisme ?

C'est un fait que les écrivains anarchistes, et Bakounine tout le premier, provoquent un intérêt nouveau et que certains nous surprennent par l'acuité de leurs prévisions. Quand le mythe de l'U.R.S.S. communiste et de l'orthodoxie marxiste, ou prétendue telle, s'affaiblit devant l'impitoyable jugement des faits, il faut chercher ailleurs sa provende. Le livre de Daniel Guérin et des Editions de Delphes apaisera beaucoup d'appétits.

Proudhon occupe le premier quart de l'ouvrage. « Qui suis-je ? » s'interroge lui-même ce brave homme, normalement habité par les contradictions d'un brave homme du peuple. On n'a pas fini de le citer. Au moment où, une fois de plus, on réforme l'enseignement, pourquoi ne pas méditer cela : « *L'apprenti est aussi nécessaire au travail que le compagnon : pourquoi le mettre à part dans une école ? Nous voulons la même éducation pour tous : à quoi bon ces écoles qui, pour le peuple, ne sont que des écoles d'aristocrates, et pour nos finances un double emploi ? Organisez l'association, et, du même coup, tout atelier devenant école, tout travailleur est maître, tout étudiant apprenti. Les hommes d'élite se produisent aussi bien et mieux au chantier qu'à la salle d'étude.* »

Voici maintenant Bakounine, géant discuté et discutable, mais géant. Ecoutons-le en 1872, après le congrès « marxien » de La Haye qui vient de l'excommunier : « *Je pense que M. Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine — que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires ?* »

Puis, voici Stirner et, plus près de nous, Kropotkine et Malatesta. Dans une lettre du 10 juin 1920, Pierre Kropotkine approuve « la grande idée » des soviets, mais ajoute-t-il, « *aussi longtemps qu'un pays est gouverné par la dictature d'un parti, les conseils d'ouvriers et de paysans perdent évidemment toute leur signification...* ». De Malatesta, citons encore une fois cette vision prophétique : « *Lénine, Trotsky et leurs camarades sont sûrement des révolutionnaires sincères, tels qu'on les voit définir la révolution, et ils ne trahiront pas ; mais ils préparent les cadres gouvernementaux qui serviront à ceux qui viendront ensuite pour profiter de la révolution et pour l'assassiner.* »

Le passage de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire est peut-être, à mon gré, insuffisamment présenté par des extraits de Pelloutier et de Pouget. Mais voici les libertaires en action : l'Ukrainien Makhno, son entretien dramatique avec Lénine ; voici la commune de Cronstadt. Sur les syndicats, nous lisons dans le numéro du 11 mars 1921 des « Izvestia » de Cronstadt : « *Sous la dictature des communistes, les tâches des syndicats et de leurs commissions administratives sont réduites au minimum. Pendant les quatre années du mouvement syndical révolutionnaire en Russie « socialiste », nos syndicats n'avaient aucune possibilité d'être des organismes de classe...* »

Enfin, nous abordons l'Espagne libertaire et l'épopée de la colonne Durutti.

Telle est la substance vivifiante du livre de Daniel Guérin et des Editions de Delphes. C'est un ouvrage de bibliothèque auquel nous aurons souvent à nous reporter.

Un seul regret sur ce livre si bien fait : la correction est souvent défaillante. On lit par exemple : le syndicat *nuit*, pour : le syndicat *unit*. Et ce n'est qu'un exemple fâcheux entre plusieurs autres (plusieurs noms propres, notamment, sont estropiés).

R. G.

IN MEMORIAM...

Quelques écrits de Chambelland

LE PREMIER NUMERO DE « LA V.O. »

Le 5 octobre 1909, il y a quarante ans, paraissait à Paris, 42, rue Dauphine, le premier numéro de « la Vie Ouvrière »...

Feuilletons ce premier numéro...

... Victor Greffuelhes, qui vient de quitter le secrétariat de la C.G.T., rappelle « la leçon du passé » en évoquant le premier « millerandisme », celui de 1899 à 1902, un « régime de corruption ouvrière ». Millerand vient de s'installer au ministère des Travaux publics. La corruption va-t-elle refleurir ? Question mal posée. En fait, la corruption n'a pas cessé. Briand, avec des méthodes différentes, a continué Millerand. Si le syndicalisme se débat dans une crise intérieure, en 1909, c'est à Briand qu'il le doit. Griffuelhes dit sa conviction « que là où il y eut échec en 1900, il y aura également échec en 1909 ». A distance, cela ne paraît pas aussi certain. La démission même de Griffuelhes ne fut-elle pas un succès de Briand ?...

... Relisons, ou lisons, les 116 numéros de la *Vie Ouvrière* d'avant guerre, du 5 octobre 1909 au 20 juillet 1914.

Nous verrons comme elle est différente de la pauvre chose qu'en a fait le jean-foutre à qui elle fut donnée en janvier 1922.

Nous verrons surtout que le syndicalisme de 1906 n'était pas ce que prétendent ses dénigreurs (il en existe encore).

Les hommes « qui firent la C.G.T. » étaient d'une autre trempe que les politiciens syndicalistes d'aujourd'hui.

Ce n'est pas parce que le syndicalisme a trouvé dans son sein ses propres négateurs que nous pouvons le condamner.

C'est tout au contraire une raison de fidélité...

R.P., octobre 1949.

Note. — *Qu'il est difficile de ne pas errer ! Du fait que Chambelland s'est beaucoup intéressé à la V.O. et a participé, avec Monatte, à la fondation de la R.P., le Monde a conclu que Chambelland a participé aussi à la fondation de la vieille V.O.*

Or l'année de cette fondation (1909) Maurice Chambelland a eu ses huit ans.

Nous n'avions pas l'intention de relever l'erreur d'un rédacteur pressé. Mais il se trouve que l'« information » en question devient parole d'Evangile. Le Dauphiné Libéré, *le* Populaire *de Limoges, l'ont reproduite et, probablement d'autres publications dont nous n'avons pas pu avoir connaissance.*

Si bien doué qu'ait été notre ami Chambelland, ne laissons pas naître la « légende dorée » de l'enfant-journaliste !

***

LE CUMUL DES MANDATS

... Pourquoi y a-t-il « incompatibilité » entre la direction d'un Syndicat, d'une Union ou d'une Fédération, et un mandat politique rétribué ?

Plaçons-nous tout d'abord au point de vue pratique.

De quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve que des fonctionnaires syndicaux se plaignant de surcroît de travail, ou des militants regrettant de ne pouvoir disposer de plus de temps et de moyens.

Il ne paraît pas possible, matériellement, qu'un élu, qui, soit conseiller municipal de Paris ou député, ne peut déjà pas assurer tout seul son travail d'élu, puisse en même temps accomplir le travail d'une fonction syndicale. A vouloir faire deux choses à la fois, on ne fait ni l'une ni l'autre. Et il n'existe pas de surhomme...

Mais il n'y a pas, contre le cumul, que l'impossibilité pratique.

Chez les mineurs du Pas-de-Calais, le citoyen Maës est en même temps député et président du syndicat. Les fonctions syndicales sont accomplies par d'autres que lui, mais sous sa direction. Sa présence à la tête de l'organisation donne à celle-ci un caractère socialiste. C'est une enseigne.

Or une enseigne politique au-dessus de la porte d'une organisation corporative — qu'il s'agisse de Maës ou de Midol, de Chaussy ou de Semard, de Vardelle ou de Frachon — constitue un obstacle au recrutement syndical...

R.P., 10 novembre 1935.

***

L'HISTOIRE DE LA COMMUNE

Chaque année, et nous avons bien tort, nous laissons passer les mois de mars, d'avril et de mai sans évoquer, ne serait-ce que d'un mot, le souvenir de la Commune. Pourtant, nous aurions chaque année quelque chose à dire.

Nos lecteurs savent-ils par exemple, que le second volume de l'« édition critique » des « Procès-Verbaux de la Commune de 1871 », par Georges Bourgin et Gabriel Henriot (Mai 1871), a paru en 1945, à la Bibliothèque d'Histoire de Paris ?

Assurément pas.

Or ce volume renferme une foule de documents d'un grand intérêt, non seulement pour l'historien, mais aussi et surtout pour le militant ouvrier, qui, malgré que quatre-vingts ans aient passé, n'oublie point la Commune, ni ses hommes.

Pour la « Révolution prolétarienne », cette « édition critique » présente un intérêt particulier. Il paraît que « les règlements administratifs s'opposaient impérativement » à ce que le nom d'Amédée Dunois fût inscrit à côté de ceux de Georges Bourgin et de Gabriel Henriot sur la couverture du volume. Pourtant, nous disent les auteurs, l'édition des procès-verbaux a été achevée... « grâce à la » collabortaion de tous les instants de notre ami » Amédée Dunois »...

... Des instants de la Commune, il en est de tragiques ; l'un de ceux-ci mérite, à notre sens, une attention spéciale. Survenant quelques jours à peine avant la « Semaine sanglante », la « scission » dans la Commune, rendue publique par la Déclaration de la Minorité, vaut d'être étudiée, car elle contient en germe un désaccord capital qui divise encore le mouvement ouvrier français...

R.P., mai 1951.

Témoignages

De très nombreux témoignages de sympathie sont parvenus, depuis notre dernier numéro, à la famille Chambelland. Bien qu'ils proviennent de camarades, la famille n'a pas accédé à notre désir d'en publier des extraits, ainsi que nous l'avions fait lors des disparitions de Monatte et de Rosmer.

Ne donnons donc que les témoignages qui ont été adressés à la « R.P. » elle-même.

De Boris SOUVARINE :

Mon cher Charbit,

J'apprends avec bien de la peine et des regrets de toutes sortes la mort de notre vieux camarade Chambelland. Son image et son exemple sont et resteront, dans ma mémoire, inséparables du souvenir de Monatte, de Rosmer, du grand César, de Tourette, de Godonèche, de cette équipe si sympathique de militants avec laquelle nous avons travaillé en confiance à la « V.O. », à « l'Huma », à « la R.P. » pour servir la cause qui nous est chère et à laquelle nous sommes demeurés fidèles, quelles qu'aient pu être les divergences de vues et celles des voies imprévisibles où le sort nous a dispersés. Laisse-moi donc exprimer à la compagne de Chambelland et à sa fille, ainsi qu'à tous les amis communs qui survivent, les sentiments d'émotion que j'éprouve en cette triste circonstance.

D'Edouard DEPREUX :

Je veux vous dire ma sympathie fraternelle à l'occasion du décès de Maurice Chambelland, militant ouvrier exemplaire, comme Alfred Rosmer et Pierre Monatte que vous avez perdus récemment.

Croyez, chers camarades, à mes sentiments socialistes.

Du camarade THEUIL, du Vaucluse :

Ce numéro de juin m'a profondément bouleversé, surtout au sujet de Chambelland, que je n'ai jamais connu mais dont j'aimais la personnalité et son attitude vis-à-vis des Monmousseau du parti communiste.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er JUIN. — Le conseil des ministres décide d'étendre la journée de travail continue dans les **administrations.**

Au **Vietnam,** le consulat américain de Hué est incendié.

JEUDI 2. — F.O. qui avait déjà pris contact avec la C.F.T.C. maintenue, rencontre les dirigeants de la C.G.C.

L'engin spatial Surveyor réussit à se poser sur la **Lune** d'où il envoie des photos.

Canton-Soir écrit qu'après Marx, Engels et Lénine, Mao Tsé Toung est le chef du communisme mondial.

Les quatre ministres **congolais** condamnés à mort sont pendus.

Willy Brandt se prononce pour la coexistence des **deux Allemagnes.**

VENDREDI 3. — L'accident des six **Mystère-IV** est attribué à des erreurs du chef de patrouille.

A **Saint-Domingue,** le candidat de la droite, Balaguer, est élu président.

Le maire de **Pékin** est démis de ses fonctions.

En **Irlande,** De Valera est réélu de justesse président de la République.

Au **B.I.T.,** un Polonais, M. Chaju est élu président par 184 voix contre 183 au ministre des Pays-Bas.

SAMEDI 4. — Chez **Citroën,** un tiers seulement du personnel participe à l'élection des délégués d'entreprise.

LUNDI 6. — Des bâtiments de la marine assurent le transport des voyageurs avec la **Corse.**

MARDI 7. — Le **« monome du bac »** se traduit à Paris par 21 arrestations et une centaine de **blessés.**

Congrès du parti **yougoslave.** La S.F.I.O. et le P.S.U. sont représentés.

M. Balaguer souhaite le maintien des soldats des U.S.A. en **République Dominicaine.**

MERCREDI 8. — Le P.C. exige de la **Fédération de la Gauche** un choix entre lui et le Centre démocrate.

M. Bendjeloun, avocat de l'U.N.P.F., est condamné à 6 mois de prison à **Rabat.**

JEUDI 9. — A **Montataire** (Oise), le comité de grève est chassé par la police de chez Usinor.

VENDREDI 10. — Les métallos de **l'Isère** obtiennent de 14 à 20 % d'augmentation. Ceux du **Var** obtiennent de 21 à 24 %, tandis que dans la **Loire,** échec des négociations.

SAMEDI 11. — A **Montluçon,** manifestation C.G.T.-F.O. contre la fermeture des hauts-fourneaux.

DIMANCHE 12. — En **U.R.S.S.,** tous les candidats au Soviet suprême sont élus à 99,94 %.

LUNDI 13. — Un délégué du personnel licencié est réintégré chez **Citroën.**

Succès des sociaux-démocrates **italiens** aux élections municipales.

Manifestation ouvrière à **Amsterdam** : un mort et plus de cent blessés.

MARDI 14. — Grève des **journaux** quotidiens pour revendication de salaires.

M. **Paul Humelin** succède à M. Georges Villiers à la présidence du patronat français.

JEUDI 16. — Le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate se déclare pour l'**unification de l'Allemagne** sans retrait des troupes occidentales et russes.

Un **« millionnaire clandestin »** est condamné à mort à Moscou.

Les « casques bleus » sont maintenus à **Chypre** jusqu'à la fin de l'année.

VENDREDI 17. — **Le parti communiste** publie la liste de ses candidats aux élections de l'an prochain.

La **France** s'engage à fournir 31 millions de quintaux de blé à l'U.R.S.S.

Les organisations de mineurs de la C.E.C.A. décident de s'opposer aux fermetures de **charbonnages.**

M. Chou En Lai se rend en **Roumanie.**

SAMEDI 18. — Manifestation ouvrière au **Havre** contre les licenciements.

En **Syrie,** trois espions au service d'Israël sont pendus.

A **Alger,** le F.L.N. décide d'exclure les réactionnaires, les arrivistes et les antiparti.

LUNDI 20. — Voyage du général de Gaulle en **Russie.**

Les partis socialistes et social-démocrate **d'Italie** décident d'activer leur fusion.

Le **Canada** décide de fournir 91 millions de quintaux de blé à l'U.R.S.S.

Un million de métallurgistes **italiens** font une grève de trois jours.

MARDI 21. — La Cour d'appel de **Paris** annule la décision du congrès de 1964 de la C.F.T.C.

En **Indonésie,** éclipse du « président à vie » Sukarno au profit du général Sukarto.

Trois athlètes **cubains** aux Jeux de Rio, demandent le droit d'asile.

MERCREDI 22. — Un socialiste, M. Gévaudan, est élu président du Conseil général de la **Seine.**

Le P.C. des **U.S.A.** tient son congrès : 300 délégués de 40 Etats représentent 12.000 adhérents.

Le roi **Fayçal d'Arabie** déclare à Washington : Les juifs qui soutiennent Israël sont mes ennemis.

JEUDI 23. — M. Gaston Defferre déclare qu'en se rapprochant du P.C., M. **Mitterrand** n'a consulté ni la Fédération de la Gauche, ni le « contre-gouvernement ».

Les autorités **new-yorkaises** renoncent à recevoir officiellement le roi d'Arabie.

VENDREDI 24. — Grève de 36 heures à la **S.N.C.F.,** la sixième de l'année.

Le Sénat de Nairobi (Kenya) demande à son gouvernement d'envahir la **Somalie.**

SAMEDI 25. — Une entreprise de **Châteauroux,** la SERIMA (750 employés) annonce sa fermeture en raison du départ des Américains.

Les relations entre la Yougoslavie et le **Vatican,** rompues depuis 17 ans, sont rétablies.

A **Bucarest,** pas de communiqué commun Chine-Roumanie après la visite de Chou En Lai.

LUNDI 27. — Sur intervention de F.O., le C.N.P.F. s'engage à aider à la généralisation des **4 semaines de congé payé.**

Les **marins britanniques** en grève obtiennent 48 jours au lieu de 39 de congé annuel.

Le P.C. des **U.S.A.** élit président un aveugle noir de 53 ans : Norman Weston.

Un accord est intervenu pour affecter le produit de la vente du **vin tunisien** à l'indemnisation des colons français expropriés.

MARDI 28. — Nouvelle marche des ouvriers des chantiers navals du **Havre** à Rouen.

Coup d'Etat militaire en **Argentine.**

L'O.C.A.M. décide de soumettre à **Paris** l'idée d'organisation d'une communauté francophone.

Des diplomates **afro-asiatiques** demandent que l'O.N.U. se réunisse hors des U.S.A.

L'U.N.R. dépose un projet de loi exigeant la démission préalable des **sénateurs** candidats à la députation.

MERCREDI 29. — Au nom du **C.N.P.F.,** M. Huvelin s'oppose au blocage des salaires et des prix.

Les **P.M.E.** ne veulent pas de la participation des salariés à l'autofinancement.

Bombardement aérien des dépôts de carburant à **Hanoï** et **Haïphong.**

Reprise du travail des **marins britanniques** après 45 jours de grève.

JEUDI 30. — La C.G.T. se plaint de n'avoir reçu de **l'Etat** que 250.000 nouveaux francs pour la formation de ses militants.

Le général Crépin cède à un général allemand ses fonctions à **l'O.T.A.N.**

En U.R.S.S., le général de Gaulle préconise une **« alliance nouvelle franco-russe ».**

M. Rankovitch, vice-président de la **Yougoslavie,** est relevé de ses fonctions.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.